

NOUVELLES

CSN

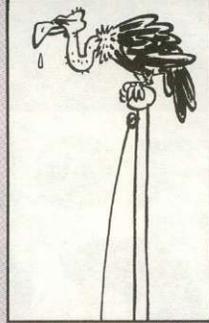
Numéro 375

11 mars
1994



Le Forum de la solidarité sociale

Redonner sa place au monde ordinaire



Numéro

375

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe.

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus:

CSN distribution
1601, avenue de Lorimier
Montréal
H2K 4M5.
(514) 598-2233

Rédaction:
514-598-2159
Renseignements
(numéro central de la CSN):
514-598-2121

6
Du syndicalisme comme remède au racisme

Rencontre avec le président d'une «petite ONU» syndicale, Mohammed Zafarullah.

8
Place aux syndicats

Compte-rendu d'un colloque qui a connu un franc succès, celui organisé par la Fédération du commerce sur l'industrie agro-alimentaire.

10
Jos Bleau et Jeannette Latulipe s'en-vont-en-guerre

85% des emplois disponibles ne seraient pas annoncés, ni dans les journaux, ni dans les centres d'emploi. Désormais requis pour les chômeurs: diplôme en Système D.

14
Quand tout s'effondre

\$1.6 millions à répartir entre 341 personnes. C'est la paye de séparation que les ouvriers de Beloit recevront. Après? L'angoisse...

23
Ciels d'Afrique

S'ils pouvaient parler, les ciels d'Afrique, ils ne hurleraient certainement pas en suppliant: «Canada... Canada...»



Coordination
Jean-Pierre Paré

Rédaction
Michel Crête
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Maroussia Kishka
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Jacinthe Pilon
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Collaborations
Jacques Guay
Michel Tremblay
Clément Trudel
Pierre Vadeboncoeur

Conception graphique
Jean Gladu

Mise en page informatique
Jean Gladu
Sophie Marcoux
Jean-Pierre Paré

Photographes
Alain Chagnon
Michel Giroux

Caricaturiste
Garvotte

Impression
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Les syndicats ont l'autorisation (et notre encouragement) de reproduire le contenu de **NOUVELLES CSN** dans leur journal.

Redonner sa place au monde ordinaire

Par Henri Jalbert, Thérèse Jean et Jacqueline Rodrigue

Depuis longtemps, on n'avait pas assisté à un tel déploiement des forces populaires communautaires et syndicales au Québec. Quelque 1,000 représentants de ces organismes ont participé au premier Forum de la solidarité sociale qui se tenait le 12 mars à Montréal. Au même moment, juste de l'autre côté de la rue, des centaines de libéraux réunis en congrès s'affairaient à dessiner les orientations et les stratégies qui les reporteraient au pouvoir. Mais de tous les coins du Québec, les regroupements de chômeurs, d'assistés sociaux, de consommateurs, de femmes, de retraités, les syndicats se sont levés et unis pour affirmer haut et fort que c'en est assez de la pauvreté, du chômage et de l'exclusion sociale. Il faut sortir de l'isolement, travailler ensemble à nouveau. Surtout, regagner la dignité perdue, conséquence de politiques qui ne tiennent pas compte des besoins du monde.

Voici quelques extraits de la déclaration commune signée par les quatorze organismes associés à la tenue de ce Forum.

Être ici ensemble, aujourd'hui, c'est s'inscrire en faux contre cette logique économique qui, depuis des années, ne produit chez les hommes et les femmes de ce pays qu'inquiétude et appauvrissement; contre cette logique économique qui ouvre quotidiennement des brèches dans la dignité des gens.

...

Jusqu'à présent, ce ne sont pas les banquiers, ni les financiers qui ont fait les frais de cette crise. Jusqu'à présent, ce sont surtout les travailleuses et les travailleurs, les chômeurs et les chômeuses, les personnes assistées sociales qui ont payé, à coups de baisses et de gels de salaires, à coups de fermetures d'usines et de mises à pied, à coups de diminution de prestations, à coups d'humiliations répétées, à coups de programmes coupés.

...

Une minorité s'en tire allègrement. Mais ce n'est pas le cas pour la majorité des travailleuses et travailleurs, des sans emploi, des personnes retraitées, jeunes adultes et moins bien nanties que nous retrouvons, chaque année, plus pauvres que l'année précédente. Depuis longtemps, les salaires n'ont pas rejoint les hausses du coût de la vie.

Il y a quelque chose d'odieux à ce que les victimes soient constamment et systématiquement culpabilisées par les responsables des politiques qui les ont placées dans cette situation.

...

C'est en grande partie par la qualité de programmes sociaux, gagnés de haute lutte et patiemment mis en place pendant des décennies, que les sociétés canadienne et québécoise se distinguent en Amérique du Nord. Ces programmes sociaux sont une forme active de solidarité sociale; ce n'est surtout pas durant la période actuelle qu'il faudrait que soient posés des gestes qui auraient pour conséquence que les mieux nantis se désolidarisent des plus démunis. Il faut résister aux pressions qui tentent de confiner les personnes assistées sociales à des emplois apparentés à du «cheap labor» ou à du travail forcé.

...

Nous sommes venus de partout au Québec pour participer à ce rassemblement des forces vives du Québec; pour exprimer un désaccord total face aux politiques économiques que nous ont servies les gouvernements; pour dire aussi demain, à nos concitoyennes et à nos concitoyens, dans nos villes, dans nos villages, dans nos usines, dans nos établissements, dans nos réseaux, dans nos écoles, dans nos syndicats, dans nos groupes populaires comme dans nos communautés, qu'il faut redonner sa place, la première, à cette majorité dont nous sommes.

Au monde ordinaire.



Ce sont des membres de l'Union des artistes, Murielle Dutil (notre photo), Sara-Eve Tremblay et Aubert Pallascio, qui ont livré le contenu de la Déclaration sur laquelle s'étaient entendus les organismes parrainant le Forum. Ces artistes ont su faire passer une émotion sentie dans la salle attentive.



Les deux animateurs du Forum: François David, de la Fédération des femmes du Québec, et Jacques Proulx, de Solidarité rurale.





Sylvie Simard

Association des Mouvements Action-Chômage

« Les chômeuses et les chômeurs sont la cible des gouvernements, dont la campagne de dénigrement a déversé sur eux tous les maux de l'économie. Avec le dernier budget fédéral, on va chercher dans la caisse de l'assurance-chômage \$2,4 milliards sur trois ans, supposément pour créer 40,000 nouveaux emplois. Le gouvernement libéral est un gouvernement qui s'est fait élire en faisant de la fausse représentation. À l'époque du projet de loi C-113, ils ont dénoncé les conservateurs. Aujourd'hui, on les voit sous leur vrai jour. Pourquoi les entreprises ne verseraient-elles pas dans la caisse de l'assurance-chômage de l'argent pour chaque chômeur qu'elles créent? Pourquoi n'existerait-il pas des pénalités pour des fermetures d'entreprises? »



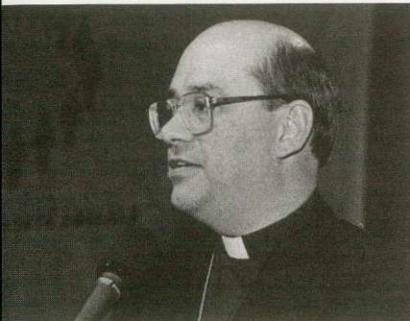
Marguerite Bourgeois

Front commun des personnes assistées sociales

« Nous ne sommes pas des assistés sociaux par choix. Nous le sommes par obligation. Surtout, nous ne sommes pas responsables de la situation, comme voudrait le faire croire le gouvernement.

« Pour le gouvernement, tous les moyens sont bons pour retirer des droits aux assistés sociaux, particulièrement si on est une femme assistée sociale et qu'on vit avec un homme. » Marguerite Bourgeois dénonçait ainsi la dernière trouvaille du gouvernement Johnson: « L'État en est rendu à taxer la débrouillardise des assistés sociaux en les pénalisant lorsqu'ils partagent des logements avec d'autres personnes.

« Les mesurés de contrôle du gouvernement nous font vivre dans le harcèlement, la honte, la peur, la discrimination et l'exclusion du reste de la société. Si on ajoute à cela l'idée du travail obligatoire en échange d'un chèque de BS, quelle réorganisation du travail nous prépare le gouvernement? »



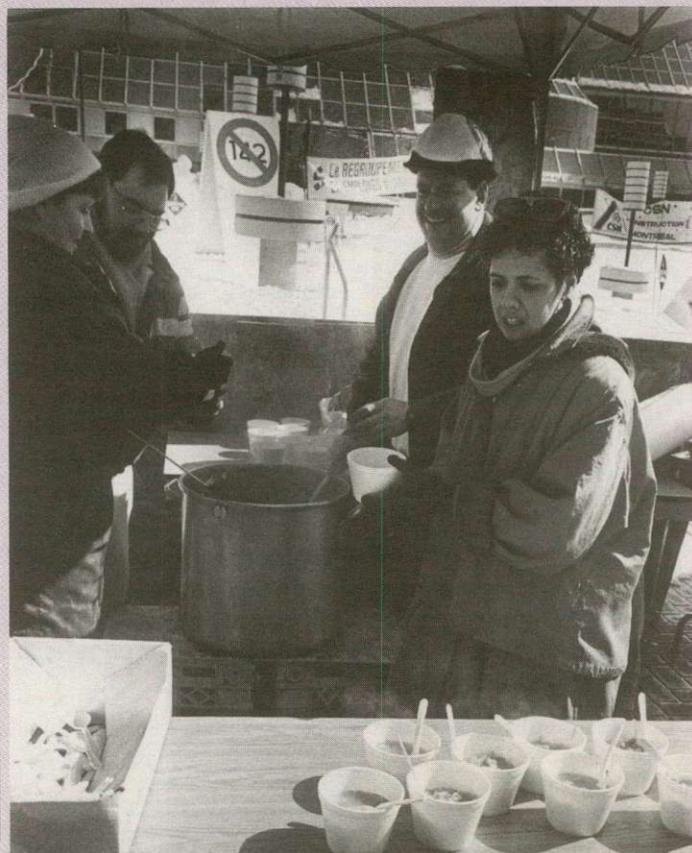
Pierre Morissette

Assemblée des évêques

Derrière les statistiques de chômage, il y a des hommes et des femmes qui souffrent. Des familles dont la vie est devenue pénible. C'est à cause de cette situation que le comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques s'est joint au Forum de la solidarité sociale, a expliqué Mgr Pierre Morissette. « Beaucoup sont en train de perdre leur dignité et le phénomène d'appauvrissement qui se vit au Québec est inacceptable. Il y a quelque chose à faire. Nous ne sommes pas réduits à regarder passer le train. »

Pendant qu'à l'intérieur on était cravatés, bien chaussés, dehors c'était le minifestin et la fête dans la rue. 3,500 soupes, 3,500 «poudings aux chômeurs» distribués à tous ceux qui sont dans le besoin. Ce n'était qu'un peu de soupe, mais elle a pris toutes les allures de cette solidarité que l'on cherche à créer dans un contexte où des milliers de personnes sont sans travail, sans le sou, sans logement.

Cette soupe populaire, organisée par le Conseil central du Montréal métropolitain avec le concours des syndiqués des Épicier·s Unis Métro-Richelieu, était servie en face du Palais des congrès de Montréal, dans le



cadre de la vigile populaire et syndicale mise sur pied à l'occasion du congrès du Parti libéral du Québec. Cet événement a donné lieu à des contrastes saisissants. Imaginez un peu: pendant qu'à l'intérieur on adoptait le principe du ticket orienteur dans la santé, deux itinérants se sont présentés à la porte du Palais des congrès, tracts en mains, dans l'espoir de goûter à cette soupe populaire qu'on y annonçait. En deux temps, trois mouvements, ils ont été virés. Heureusement pour eux, ils n'ont eu qu'à suivre l'odeur de la soupe et le son de la musique...

Comme avant la Révolution tranquille

— Gérald Larose

Il est rapidement apparu que les participants voulaient donner des suites à ce Forum de la solidarité sociale. Plus que de dire cette solidarité, il y avait une volonté manifeste de la démontrer.

Bref, pas question que cette journée demeure lettre morte.

«L'assemblée d'aujourd'hui a produit plusieurs suggestions, certaines à court terme, d'autres à moyen et à long termes. Mais toutes traduisent la nécessité objective d'avoir des rendez-vous. La jonction du mouvement syndical et populaire est nettement ressentie comme un élément nécessaire pour poursuivre l'action»,
a constaté Gérald Larose, président de la CSN.

Ce premier rendez-vous que les intervenants ont identifié, c'est la fête du Premier mai. Tous ont indiqué qu'ils seraient là: travailleuses et travailleurs, chômeuses et chômeurs, personnes assistées sociales, membres des groupes populaires et communautaires. Tous souhaitent une mobilisation imposante pour le Premier mai.

Les participants ont également souligné l'importance de faire connaître et partager rapidement avec les membres de leurs organisations, dans leur réseau et leur entourage, le contenu des débats. L'objectif, c'est de faire adhérer l'ensemble des groupes, dans toutes les régions du Québec, au texte de la déclaration.

De plus, les participants ont annoncé qu'ils feraient entendre leurs voix sur les grandes réformes qui s'en viennent. Ils ont la ferme intention, par exemple, de se préparer à répliquer au ministre Axworthy, qui projette une réforme des programmes sociaux canadiens.

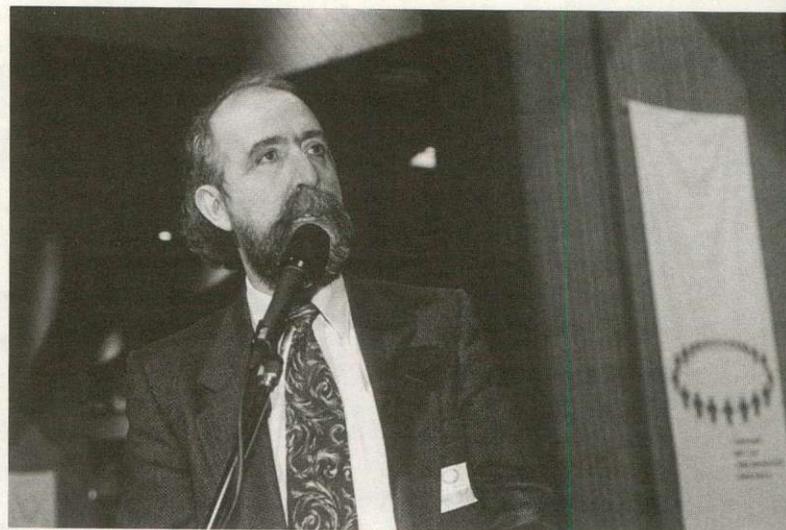
Le vrai drame

«Le 12 mars 1994 représente une date qui déclenche un processus de recomposition des convergences et des consensus autour des grandes priorités que nous devons nous donner comme société», a analysé Gérald Larose. Il apparaît que

la priorité numéro un doit être l'emploi. Pas pour gagner des élections, mais pour des politiques qu'on attend. C'est le défi auquel on veut travailler. Le vrai drame, c'est qu'il y a 20% de la population qui est exclue du marché du travail.» Selon des chiffres provenant d'une étude du Forum pour l'emploi, les seuls coûts économiques de cette situation sont effarants. Ils équivalent à \$32 milliards, dont \$13 qui ne vont pas dans les coffres de l'État, \$11 que les entreprises n'ont pas en raison de la baisse de l'activité économique, \$1,5 dont les travailleurs sont privés et \$4 tous ceux et celles qui sont sans travail.

«Le 12 mars, c'est aussi une rupture avec la pensée magique. Il y a un virage qui s'effectue par rapport au courant dominant. Nous nous retrouvons comme avant la Révolution tranquille. Tous reconnaissent qu'il y a du travail à abattre ensemble pour créer un mouvement de fond qui aura une portée sociale», ajoute-t-il.

«Le suivi que nous avons à donner au Forum touche trois niveaux. Tout d'abord, le contenu. Nous devons diffuser largement l'information issue du Forum. Nous devons également poursuivre nos réflexions à la faveur des différentes réformes qui s'annoncent. Finalement, il nous faut aussi assurer le suivi en terme d'actions et à



Gérald Larose

Prochain rendez-vous: le Premier mai.

court terme, il s'agit de voir au succès de la manifestation du Premier mai.»

Pour le président de la CSN, le Forum représente un des éléments d'une campagne que

la centrale a déjà amorcée cet automne pour la défense des services publics et de l'emploi. Dans cette perspective, le Forum vient stimuler et nourrir la campagne CSN.

Les signataires de la déclaration

Association des Mouvements Action-Chômage du Québec
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées
Centrale de l'enseignement du Québec
Coalition pour le maintien de la gratuité dans la santé
Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Fédération des femmes du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Front commun des personnes assistées sociales du Québec
Maison d'Afrique
Regroupement des maisons d'hébergement du Québec
Solidarité populaire Québec
Solidarité rurale
Syndicat de la fonction publique du Québec

Du syndicalisme comme remède au racisme

Il existe autant de cultures syndicales qu'il existe de cultures, point.

Par Marc Laforge

Vietnam, Chili, Salvador, Inde, Sri Lanka, Haïti, Pologne, Russie, Somalie, ... Québec. On dirait presque que ce sont les Nations unies. Mais en fait, il ne s'agit que d'un milieu de travail multiculturel, avec un syndicat «de toutes les couleurs»: le syndicat des assembleurs et des techniciens de la National Business System, une entreprise internationale qui fait dans l'électronique et dont les salariés sont syndiqués à la Fédération de la métallurgie de la CSN.

Mardi après-midi, le journaliste et le photographe de *Nouvelles CSN* se présentent chez NBS.

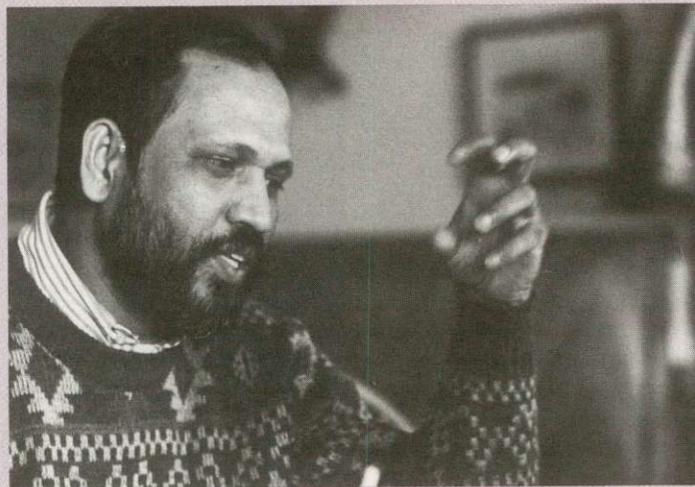
— Bonjour, nous avons rendez-vous avec Mohammed.

— Lequel? Nous en avons deux, répond la dame à l'accueil.

— Le président du syndicat.

En fait, je n'avais pas suffisamment pratiqué la prononciation de son nom de famille: Z-A-F-A-RUL-LAH. Comme j'avais oublié que Mohammed, c'est un peu comme les Tremblay au Saguenay. Enfin...

Le premier contact avec Mohammed, un Indien établi au Québec depuis 1975, nous indique qu'il est une personne chaleureuse. Il nous dirige dans l'entreprise, à travers les bureaux du personnel cadre, et nous présente à tous ceux et toutes celles que nous croisons. Les gens esquissent un sourire honnête. Nous rencontrons même le grand patron, avec qui nous faisons un brin de jasette et qui trouve très bonne l'idée de faire un reportage sur un syndicat à composition multi-ethnique à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme, ce 21 mars. Et dire que tout cela se passe alors que syndicat et direction sont en pleine période de négociation. Manifestement, Mohammed est une personne respectée.



Mohammed estime que son expérience en syndicalisme lui a apporté beaucoup de choses concrètes: «J'ai pris confiance en moi, j'ai pu apprendre le français et m'intégrer plus facilement à la société québécoise.»

Le respect

Il faut dire que ça n'a pas toujours été le cas... «Le ra-

cisme et les conditions de travail abominables nous ont forcés à se syndiquer, rappelle



Chez National Business System, les travailleurs assemblent les appareils qui vous permettent de faire des paiements directs avec votre carte Desjardins ou celle d'une autre institution financière.

Mohammed. Il y avait une seule toilette pour 60 personnes, nous n'avions pas le droit de faire des téléphones. Nous n'avions pas d'assurance-maladie et pas d'horaire de travail. Je me souviens, un soir de tempête, j'ai dû entrer travailler à trois heures du matin. Et puis, il y avait ce contremaître qui nous affublait de toutes sortes de noms: Paki, esclaves... On a finalement contacté la CSN.»

Partis de loin

Pour la très grande majorité, les travailleurs de NBS sont des immigrants. Les abus dont ils étaient victimes ne sont pas étrangers à cette situation. Ils ne gagnaient que \$4 l'heure. Depuis qu'ils sont syndiqués, c'est plus de \$10. Ils demandent présentement des augmentations de 3% pour chacune des trois prochaines années, des améliorations en congés maladie et un plan dentaire. «Nous savons que la CSN est là pour nous appuyer, nous ne sommes plus des orphelins. Tous nos collègues sont contents. Presque tout le monde a pu s'acheter une maison. Tout le monde a les moyens de faire entrer sa famille au pays.»

Changer les mentalités

Il y a à peine trois ans, le personnel syndiqué a été réduit de moitié, passant de 60 à

30. Une situation causée notamment par une forte concurrence dans ce secteur d'activité et par une qualité de produit qui aurait pu être améliorée, selon Mohammed.

C'est le syndicat qui, ne voulant pas voir disparaître davantage d'emplois, a pris les devants et réclamé un programme de formation adéquat. Les travailleurs ont adhéré à une espèce de démarche de qualité totale et proposé à la direction une forme de partenariat qui permettrait de fixer en commun des objectifs de production et d'en assurer l'exécution et la supervision.

Nous sommes donc en 1991. Le syndicat attend des nouvelles de la direction. «*Nous avons dit que nous désirions des pro-*



L'exécutif du syndicat est à l'image du groupe qu'il représente. Mohammed Zafarullah est entouré de la secrétaire générale Bernadette Solon, une Haïtienne, du vice-président Denis Cabana, un Québécois, et du trésorier Dinesh Patel, un Indien.

positions concrètes. Qu'être partenaires signifie aussi que chacun prend la responsabilité des erreurs. Nous leur avons proposé la responsabilisation.»

Mohammed parle de la né-

cessité de changer des mentalités parce que le marché a également changé. «*Nous sommes des militants, nous avons un syndicat. Mais nous devons aussi penser à nos emplois. Il*

faut éviter le gaspillage, faire comme si la compagnie était à nous. Si l'entreprise ferme, nous n'aurons plus de travail, plus de syndicat.»

L'entreprise a depuis obtenu des contrats pour la fabrication de cartes magnétiques pour des institutions bancaires au Québec, pour le Bureau des véhicules du gouvernement du Québec et pour des pays comme la Grèce, le Koweït, l'Australie, l'Allemagne, l'Angleterre, et continue de produire des appareils à paiement direct.

Cette entreprise, qui a déjà licencié une trentaine de travailleurs, envisage maintenant d'ajouter un deuxième quart de travail.

Solidarité, Solidarnosc, Solidaridad, Solidarity...

La syndicalisation de NBS s'est faite tranquillement. Tout était à bâtir, y compris la solidarité. Car il existe autant de cultures syndicales qu'il existe de cultures, point.

D'ailleurs, Mohammed n'était pas nécessairement prédestiné à devenir président d'un syndicat. Lui-même, de par ses racines, assimilait le syndicalisme à une étroite collaboration avec l'employeur, voire une sorte de soumission. Sauf que Mohammed a pu compter sur son épouse, Kay Powell, une Anglaise qui lui a transmis la culture et l'histoire syndicale de son pays. C'est elle qui a convaincu Mohammed. Dans un sens, c'est elle qui a fait rentrer le syndicat chez NBS. «*Je trouvais qu'il y avait des abus très graves et j'ai dit à Mohammed que ce n'était pas nécessaire de subir tout cela. À mon avis, c'était parce qu'ils étaient des immigrants peu instruits et qui parlaient seulement un peu l'anglais. Ils étaient sous-payés et il y avait un contremaître qui savait qu'ils auraient de la difficulté à se trouver du travail ailleurs. Moi, de l'extérieur, je voyais des choses se passer dans sa vie que je trouvais intolérables.»*



L'épouse de Mohammed, Kay Powell, une enseignante de l'Université Concordia, l'a convaincu d'aller de l'avant dans la syndicalisation. Les voici réunis en petite famille avec leur fils Daniel.

La peur du syndicat

Il existait cependant une grande peur chez les travailleurs, une peur que ressentait aussi Mohammed devant la perspective de la syndicalisation. «*Qu'avez-vous à perdre? Un travail à 4 dollars l'heure? Vous êtes dans un pays où vous pouvez vous organiser. Ça vaut la peine d'essayer»*, disait Kay. Mohammed admet que seul, il aurait été incapable de faire cela. «*Je n'avais pas assez d'éducation et je pensais gagner \$4 l'heure toute ma vie.»*

L'individualisme

Depuis 1986, les rapports avec la direction ont changé, mais ils semblent aussi avoir changé entre les travailleurs. Le

président du syndicat voit venir un vent qui ne lui plaît pas nécessairement. Il sent l'individualisme monter chez ses collègues. «*Avant, tout le monde pensait plus au syndicat qu'à ses préoccupations personnelles. Les gens jouissent maintenant d'un certain confort et ont tendance à oublier ce qui a permis d'obtenir ce plus grand bien-être, surtout les nouveaux. Je pense que nous avons besoin d'éducation syndicale. La solidarité est toujours difficile à bâtir»*, affirme-t-il.



Table ronde

C'est avec une grande attention que les quelque 150 délégués au colloque ont suivi les débats d'une table ronde animée par Gerald Larose, à laquelle participaient le nouveau président de l'UPA, Laurent Pellerin, la présidente de la Fédération du commerce, Lise Poulin, la sous-ministre adjointe au ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Diane Vincent et le secrétaire général de la Coopérative fédérée, Mario Dumais.

Industrie agro-alimentaire

Place aux syndicats

Quels seront, en 2010, les facteurs déterminants pour l'industrie agro-alimentaire?

Par Michel Rioux

Quand s'est tenu, en juin dernier à Trois-Rivières, le Sommet sur l'agriculture québécoise, ce n'est que quelques jours avant l'ouverture que les organisateurs se sont souvenus qu'il y avait des syndicats dans ce secteur névralgique de l'économie. Présente à ce Sommet, la présidente de la Fédération du commerce, Lise Poulin, avait clairement indiqué aux participants que les travailleuses et les travailleurs ne voulaient pas qu'être invités à la dernière minute, mais désiraient plutôt participer de plein droit aux débats qui les touchent directement dans leur emploi. C'est d'ailleurs en affirmant la place des quelque 9,000 de ses membres, présents dans 90 syndicats de ce secteur, que la Fédération du commerce organisait, fin février, le premier colloque syndical sur l'industrie agro-alimentaire québécoise.

Meneur de jeu dans une table ronde présentée la dernière journée du colloque, Gerald Larose venait de poser une question aux quelque 150 représentants syndicaux de l'industrie agro-alimentaire réunis à Saint-Hyacinthe. «*Plaçons-nous en l'an 2010. Quels seront les facteurs déterminants pour l'avenir des secteurs agro-alimentaires dans lesquels nous travaillons aujourd'hui?*»

Signe des temps, parmi les nombreux choix suggérés par le président de la CSN, ceux qui sont venus en tête, dans un vote pris à main levée, touchaient la formation de la main-d'oeuvre, la réorganisation du travail et la qualité de vie au travail.

La question de la formation de la main-d'oeuvre et l'importance du capital humain pour le développement des entre-



Louise Careau

Le colloque est venu confirmer ce que soupçonnait cette employée de la Fédérée de Lanaudière: il existe des portes de sortie. «*Ce n'est pas vrai qu'on ne peut rien faire. Mais la Fédérée parle pas mal plus d'argent qu'elle ne parle du monde.*» Par contre, elle apprécie au plus haut point les connaissances qu'elle a acquises durant ces trois journées.

prises avaient été mises en lumière par les autres participants à cette table ronde, qui avaient tour à tour insisté sur les avantages relatifs de notre industrie agro-alimentaire québécoise. «*La priorité absolue, c'est sans conteste la formation de nos ressources humaines. Une formation adéquate va venir accentuer ces avantages*», avait déclaré d'emblée Laurent Pellerin, président de l'UPA.

Ce à quoi la sous-ministre du MAPAQ, Diane Vincent, ajoutait qu'il était faux de prétendre que le Québec était trop petit pour s'en sortir dans un

monde de géants. «Il est sûr que ce n'est pas sur le volume qu'on peut marquer des points. Il faut qu'on spécialise nos productions, qu'on choisisse nos créneaux de marchés.»

Visites d'usines

Plusieurs visites d'usines ont été faites dans le cadre de ce colloque, la région de Saint-Hyacinthe étant en quelque sorte une capitale de l'industrie agro-alimentaire. Signifions de plus qu'une quinzaine d'employeurs avaient accordé à leurs employés des congés avec solde pour leur permettre de participer plus facilement à la rencontre.

C'est un ancien vice-président de la CSN, Pierre Mercille, aujourd'hui vice-président de la Fédération des producteurs maraîchers de l'UPA, qu'on avait invité à prendre la parole au cours du souper collectif qui a marqué la deuxième soirée du colloque.



On veut savoir...

Des centaines de produits fabriqués dans des usines dont les employés sont membres de syndicats affiliés à la CSN étaient en montre durant les trois jours du colloque. C'est avec une évidente fierté que les travailleuses et les travailleurs expliquaient à leurs camarades comment étaient fabriqués leurs produits. On voit ici un travailleur du Centre d'insémination artificielle du Québec (CIAQ) expliquer au trésorier Léopold Beaulieu, au vice-président Roger Valois et à la secrétaire générale de la Fédération du commerce, Jacqueline Vaillancourt, comment on procède pour prélever le sperme sur des taureaux.

La CSN et l'UPA resserrent leur collaboration

Voulant aller plus loin dans le partage des informations en vue de réagir plus rapidement dans les dossiers qui les touchent l'une et l'autre, la CSN et l'UPA ont posé un geste important, dans le cadre du Colloque sur l'industrie québécoise de l'agro-alimentaire, en convenant du principe d'au moins une rencontre annuelle des deux organismes.

Les deux organismes syndicaux, qui ont souvent l'occasion de discuter de leurs problèmes dans les entreprises dans lesquelles ils sont présents, entendent de cette manière partager davantage les informations. La mondialisation des marchés, pour ne citer que cet exemple, oblige en effet tous les intervenants à la concertation, au risque de voir les niveaux de vie, tant des travailleurs que des producteurs, se détériorer de façon irrémédiable.

Pour la CSN et l'UPA, l'avenir de l'emploi dans l'industrie agro-alimentaire

passera par une concertation stimulante de tous les acteurs impliqués, parmi lesquels travailleurs et producteurs occupent une place majeure.

Ce sont souvent, en effet, des travailleuses et des travailleurs membres de syndicats affiliés à la CSN qui sont appelés à transformer les produits mis sur le marché par des producteurs membres de l'UPA. Pensons, par exemple, au poulet, au porc, au dindon et aux produits laitiers pour convenir que travailleurs et producteurs de ces secteurs ont des intérêts convergents.

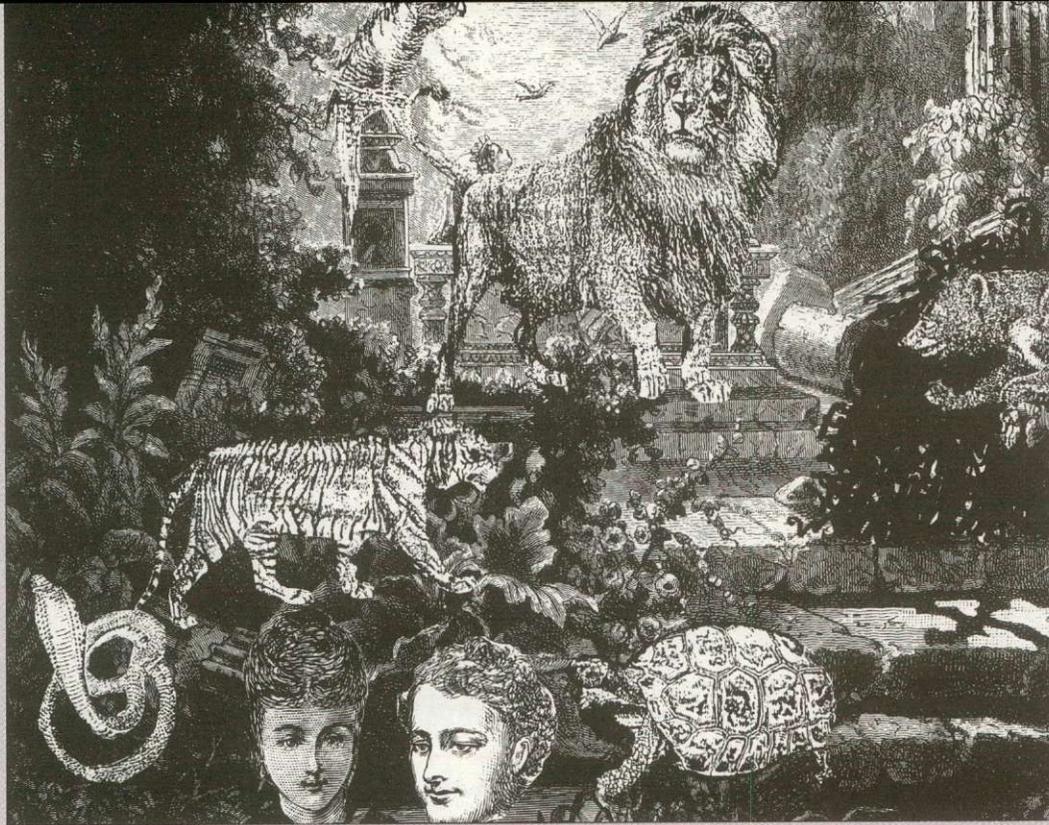


Autour d'une même table

En marge du colloque, les présidents de la CSN et de l'UPA, Gérald Larose et Laurent Pellerin, ont annoncé en conférence de presse que les deux organismes syndicaux entendaient se rencontrer au moins une fois l'an pour resserrent leurs liens, procéder à l'échange d'information et à l'analyse des situations. La présidente de la Fédération du commerce, Lise Poulin, insistait de son côté sur la nécessité «d'asseoir tous les intervenants autour d'une même table.»

L'originalité québécoise

Pour le président de l'UPA, «s'obliger à des rencontres périodiques pour partager notre expertise ne peut que déboucher sur des solutions heureuses pour tout le monde», alors que Gérald Larose insiste sur l'originalité québécoise en matière de syndicalisme, ouvrier et agricole, et de coopération.



Jos Bleau et Jeannette Latulipe s'en vont-en-jungle

85% des emplois disponibles ne seraient pas annoncés, ni dans les journaux, ni dans les centres d'emploi. Désormais requis pour les chômeurs: diplôme en Système D.

Par Jacinthe Pilon

On en parle à satiété. Les acteurs de tous les gouvernements, de tous les corps institutionnels, dans toutes les sociétés occidentales, n'ont de cesse de répéter que la question est absolument fondamentale, prioritaire à leurs yeux. Rarement a-t-on vu une préoccupation faire autant consensus.

L'emploi. Des jobs. Du travail. Un gagne-pain honorable pour tous. Faute de quoi, c'est le spectre du chômage, suivi de l'enfer de l'aide sociale. Tout le monde est d'accord, tout le monde a son plan, sa recette: il FAUT juguler ce monstre, il FAUT que tout le monde, de préférence et autant que possible, ait du travail, une job, un gagne-pain honorable.

Soit. Mais comment faire? Comment ça se passe, «dans la

vraie vie», la recherche d'un emploi, pour Jos Bleau ou Jeannette Latulipe?

Il n'y a pas si longtemps, le chômeur se présentait au bureau de l'assurance-chômage le plus proche, remplissait quelque formulaire, s'en retournait chez lui et attendait le coup de fil salvateur, qui ne tardait pas. Et la vie reprenait son cours normal.

C'était le bon temps où non seulement les emplois disponibles étaient nombreux, mais où, également, les services gouvernementaux appropriés servaient véritablement d'intermédiaires entre le travailleur ou la travailleuse à la recherche d'un emploi et l'entreprise à la recherche de main-d'oeuvre.

Mais aujourd'hui, tout est beaucoup plus compliqué. C'est

la loi de la jungle, sur ce qu'il est convenu d'appeler le «marché du travail». Dépassés par la conjoncture économique, les gouvernements se sont progressivement délestés de leurs services d'aide à la recherche d'un emploi, et par le fait même d'une partie de leurs responsabilités. De telle sorte que M. Bleau et Madame Latulipe se voient maintenant quasiment obligés d'avoir recours aux ressources de services spécialisés, qu'il s'agisse de celles offertes par des entreprises à but parfaitement lucratif — comme s'il fallait désormais «acheter» son emploi, en quelque sorte — ou de celles qui sont subventionnées par l'un ou l'autre des gouvernements.

Car il ne suffit plus de posséder une formation adéquate,

ou même une expérience pertinente, pour se trouver du travail. Débrouillards ou pas, chasseurs aguerris ou néophytes, les chômeurs ont aujourd'hui tout intérêt à développer une stratégie efficace de recherche d'emploi, car le gibier est rare.

Les entreprises qui en ont à combler n'ont même plus besoin de se déranger pour trouver preneurs. Pourquoi paieraient-elles les coûts d'une annonce dans les journaux ou d'autres frais de recrutement lorsque de toute façon, une profusion de demandeurs feront eux-mêmes les démarches pour offrir leurs services?

\$500 pour un c.v.!

On remarque donc une effervescence dans les services entourant le marché de l'emploi. Ces services sont fournis par des organismes de type communautaire ou populaire, ainsi que par des entreprises privées spécialisées, qui naissent comme des champignons et disparaissent du circuit tout aussi rapidement. (À noter que l'on ne parle pas ici de ces agences privées de placement temporaire de type Manpower, qui sont davantage des agences d'exploitation de la main-d'oeuvre, quand ce ne sont pas carrément des recruteurs de scabs.)

On voit même éclore des banques de personnel informatisées qui vont jusqu'à utiliser les moyens de communication les plus high tech, comme les babillards électroniques, pour recruter leur clientèle.

La prudence est toutefois de rigueur, face à ce marché parallèle de services. Certains font preuve d'opportunisme et abusent de la situation: on peut facturer jusqu'à \$500 pour un curriculum vitae, même s'il est mal fait. Des individus sans aucune compétence se transforment du jour au lendemain en conférenciers et spécialistes du marché de l'emploi.

Tous les spécialistes du marché du travail interrogés s'entendent pour dire que 85% des emplois disponibles ne sont

pas annoncés dans les quotidiens ou dans les centres d'emplois. Ils sont pourtant comblés.

Cette information est connue des chercheurs d'emplois et leur donne évidemment l'es-

poir de décrocher le gros lot. Mais on ne dit pas 85% de combien. Cela peut représen-

ter 1,000, 2,000 ou 10,000 emplois? Nul ne le sait. Mais on s'accroche à ce que l'on peut...

L'union fait la force... Les contacts, c'est mieux

Les Clubs de recherche d'emploi, implantés au Québec à partir d'une approche développée par Emploi Immigration Canada, au début des années 80, sont très populaires. Ils sont au nombre de 35 à travers le Québec.

Il s'agit d'organismes à but non lucratif qui travaillent prioritairement avec les chômeurs qui leur sont référés par les Centres d'emploi du Canada. Des prestataires de l'aide sociale, des sans revenus, des travailleurs au noir complètent la clientèle.

Leur mandat: faciliter l'intégration professionnelle de ces personnes, en les initiant aux principales techniques de recherche d'emploi, tout en misant sur la force d'un groupe et l'énergie qui s'en dégage.



Suzanne Girard

Un de nos participants s'est trouvé un emploi par l'entremise de son coiffeur, un autre grâce à sa grand-mère qui est en centre d'accueil. Le reste des placements, soit de 40 à 70%, se fait à l'aide des répertoires téléphoniques et des pages jaunes.

Sur un total d'environ 8,000 participants par année à

travers le Québec, 70% d'entre eux ont trouvé un emploi. Cela donne de l'espoir», bien que certains doivent accepter des conditions de travail moins intéressantes que ce qu'ils ont connu dans des emplois antérieurs, tandis que d'autres doivent retourner aux études.

Aucun effort n'est négligé pour atteindre l'objectif ultime: un emploi. On précisera notamment les aptitudes, on révisera le curriculum vitae, on rédigera des lettres d'accompagnement, on perfectionnera l'approche téléphonique, de même que les techniques d'en-

trevue en procédant à des simulations sur vidéo. On apprendra à qui s'adresser: surtout pas aux services de ressources humaines ou du personnel des entreprises, mais plutôt aux responsables immédiats de l'emploi convoité. Etc.

Une opération de relations publiques

Dans les SEMO (Services externes de main-d'oeuvre), on a recours à une approche qui s'apparente à celle des Clubs de recherche d'emploi. Les SEMO, au nombre de 57 au Québec, sont des organismes à but non lucratif subventionnés par le gouvernement du Québec.

La clientèle des SEMO, en partie référée par les Centres Travail Québec, varie d'un centre à l'autre. Certains travaillent avec les jeunes, d'autres avec la clientèle féminine, ou celle des personnes handicapées.

Là aussi, on voit la recherche d'emploi comme une opération de relations publiques. Mais la démarche pose davantage de difficultés parce que la clientèle y est plus «lourde»: elle est composée à 75% de prestataires de la sécurité du revenu. Il s'agit généralement d'une main-d'oeuvre non spécialisée et semi spécialisée. L'autre 25% regroupe notamment des jeunes sans revenus.

Soixante-dix pour cent

Pauline Brassard, directrice d'Emploi-Jeunesse de Montréal, l'un des Semo qui se consacrent aux jeunes adultes, s'inquiète: «Les listes d'attente pour les jeunes sans revenus qui ne cadrent dans aucun programme ne cessent de s'allonger. Un nombre grandissant



Pauline Brassard

ont une formation collégiale ou universitaire. Les nouvelles mesures en ce qui concerne les programmes d'assurance-chômage et les coupures dans les programmes sociaux en sont la cause.»

Au centre Emploi-Jeunesse du grand Montréal métropolitain, une autre problématique rend la situation encore plus difficile: 30% de la clientèle est multi-ethnique, un phénomène qui va grandissant depuis cinq ans et qui nécessite une formation beaucoup plus pointue de la part des conseillers.

Le centre admet environ 200 personnes par année sur les 500 qui en font la demande. 70% des personnes retenues sont placées; un pourcentage intéressant compte tenu du peu d'emplois disponibles.

L'intégration sociale et professionnelle s'avère particulièrement difficile pour cette

clientèle. La synergie créée par le groupe joue alors un rôle primordial, compte tenu du fait que la clientèle d'Emploi-Jeunesse est plus défavorisée. Pauline Brassard raconte: «À force d'être absentes du marché du travail, les personnes à qui nous offrons des services ont perdu leur statut social, en même temps que l'estime de soi et leur réseau de contacts. La précarité des revenus est importante, ce qui entraîne des conditions de santé et de logement plus difficiles.» Elle ajoute que souvent les difficultés familiales et la toxicomanie viennent compliquer les choses.

C'est pourquoi Emploi-Jeunesse intervient davantage au niveau du processus de réintégration en agissant à titre d'intermédiaire entre les jeunes et les entreprises. «Une banque d'employeurs a été constituée», explique Pauline Brassard. De plus, quand la situation le nécessite, Emploi-Jeunesse assume les frais d'un stage de formation en entreprise, d'une durée moyenne de deux semaines, dans la perspective d'un engagement permanent. Cela donne une chance aux jeunes de se faire valoir et souvent de faire tomber les préjugés des employeurs.» Une évaluation serrée est faite au cours de cette période d'essai pour éviter le travail à rabais.

Raconter de belles histoires



Frédéric Simonnot

Le bouillonnement actuel a notamment donné naissance à deux nouveaux organes d'information spécialisés dans la problématique du travail. L'un d'eux, *Info-Job\$*, est un magazine vendu en kiosque partout au Québec depuis février. Son tirage: 50,000 exemplaires.

Deux Montréalais ont ramené l'idée de Paris. Frédéric Simonnot est fier de dire qu'*Info-Job\$* ne s'adresse pas uniquement aux chômeurs, contrairement aux publications du même type en Europe: «*Nous visons toute personne qui veut améliorer sa situation professionnelle ou qui s'intéresse tout simplement au marché de l'emploi, comme le spécialiste de la formation, des*

ressources humaines ou encore l'employeur. Nous voulons fournir à nos lecteurs toute information pertinente touchant le marché de l'emploi. Les gens manquent d'information, particulièrement les jeunes, alors que celle-ci donne le pouvoir d'agir. Nous voulons également les faire profiter des conseils de différents spécialistes. De plus, nous aborderons non seulement les solutions personnelles mais aussi les solutions collectives de l'avenir.»

Frédéric Simonnot se défend bien de vendre du rêve. Il se dit bien conscient qu'*Info-Job* ne fera pas de miracle, compte tenu du taux de chômage: «*Raconter des histoires positives qui peuvent encoura-*

INFO JOB\$

Le magazine des solutions

N°1
FEBRU 1994
2,95

LES EMPLOIS CACHÉS ➔

TOUT SUR L'ASSURANCE PERTE D'EMPLOI

LES CONSEILS DE 10 RECRUTEURS

ger les autres à trouver leur place ou à se la créer, ce n'est pas du rêve. Il faut parler des personnes qui ont réussi à s'en sortir, des aspects positifs du chômage. Certaines personnes se sont découvert des talents, d'autres ont démarré leur propre entreprise.»

Redorer l'image des chômeurs

De son côté, le *Journal de l'emploi*, un mensuel, a été lancé il y a cinq mois par quatre jeunes entrepreneurs. Deux d'entre eux, dont l'éditrice adjointe, Sylvie Gosselin, en ont eu l'idée, eux aussi, à l'occasion d'un séjour à l'extérieur du Québec, cette fois dans l'ouest canadien et aux États-Unis.

Ils ont trouvé partout sur leur passage des journaux distribués gratuitement contenant des demandes et des offres d'emplois. Ils ont décidé d'employer la même formule en y ajoutant un contenu rédactionnel.

Le *Journal de l'emploi* s'adresse non seulement aux chercheurs d'emplois, mais aussi à tout individu ou tout organisme intéressé par la problématique du marché du travail. Il est tiré à 75,000 exemplaires et est distribué à Montréal et Québec dans les centres d'emploi, les maisons d'enseignement, les Clubs de recherche d'emploi, les caisses popula-

res et les super marchés. Le fait qu'il soit distribué gratuitement fait dire au rédacteur en chef, Stéphane Desjardins, «*qu'il s'agit d'une publication grand public accessible à tous, y compris aux sans revenus et aux plus défavorisés.*»

Sylvie Gosselin juge essentiel que le journal véhicule les aspects positifs du marché de l'emploi malgré la conjoncture: «*Nous voulons redorer l'image des chômeurs, qui sont souvent perçus de façon négative, et véhiculer le message qu'ils ont beaucoup à offrir. Nous voulons leur proposer des outils, des moyens de s'en sortir et les encourager à ne pas lâcher.*»



Sylvie Gosselin

Que sont devenus les anciens de Norton?

Certains chômeurs en arrachent plus que d'autres et n'arrivent plus à se replacer. Souvent, on trouve parmi eux des travailleurs qui ont déjà occupé des emplois non spécialisés, pendant plusieurs années dans la même entreprise, et qui, approchant la cinquantaine, ont subi une mise à pied.

Les anciens employés de la Norton, au Cap-de-la Madeleine, peuvent en témoigner. Sur la centaine qui ont été mis à pied en 1990, lors de la fermeture de l'usine (voir le numéro 304 de *Nouvelles CSN*), nombreux sont ceux qui ont tout perdu et qui n'ont jamais pu remonter la côte.

Le syndicat CSN y existe toujours et son président, Alain Turcotte, souligne qu'à l'époque, le comité de reclassement (CAMO) n'a pas réussi à placer un seul travailleur: «*Les comités de reclassement ne réussissent qu'à calmer le monde et à donner de l'espoir.*»

Les anciens de la Norton ont par contre bénéficié de conseils sur la façon de se trouver un emploi. Quelques-uns se

NOUVELLES CSN
2 mars 1994
Numéro 304

Funeste combat de coqs

Plus que son multinationale qui perd l'investissement du petit bourgeois et dans les industries déclinantes, c'est une crise, une de la région et de la production de biens, des biens communs dus à leur caractère qui rendent leur destination d'être et venue en question. «*Chaque*...»

Page 1

Doublement concernés

Les anciens de la Norton...»

Page 2

LES ST-ALC POUR L'EMPLOI

Page 3

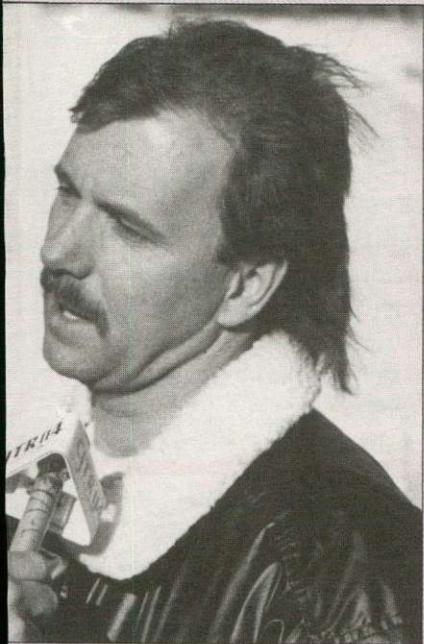
Contraire: une conscience

Page 4

sont vu offrir de compléter leur cours secondaire.

«*Sur la centaine parmi ceux qui avaient un métier, raconte Alain Turcotte, une quinzaine se sont trouvés un emploi à plein temps et une dizaine d'autres un emploi à temps partiel, et cela, grâce à des contacts. Nous sommes environ 30 à 35 travailleurs qui nous rencontrons à notre assemblée syndicale annuelle. Seulement deux vivent des fruits de leur entreprise, mise sur pied après la fermeture de l'usine. Les autres, on ne sait plus où ils sont rendus. Nombreux sont*

ceux qui sont prestataires de l'aide sociale et qui, gênés de leur situation, préfèrent ne pas nous revoir.»



Alain Turcotte

Quant à lui, Alain Turcotte, qui a 15 ans d'expérience comme mécanicien, s'est ouvert un magasin dépanneur, après avoir travaillé pendant quelques mois pour une autre entreprise qui a fait faillite. Il a hypothéqué sa maison et a utilisé sa prime de séparation pour réaliser son projet. «À cause de la récession, j'ai dû fermer mon commerce. J'ai accumulé \$70,000 de dettes. Je travaille présentement dans un centre de location d'équipements, mais ce n'est pas assez payant. Je cherche un autre emploi pour être en mesure de rembourser ma dette.»

Les temps sont durs pour ces chercheurs d'emploi qui ont à leur actif une longue expérience mais qui ne sont pas scolarisés. Ils tiennent à leur syndicat, car si la Norton, qui possède toujours une usine en Ontario, décide de revenir au Québec, comme le veulent certaines rumeurs, l'entreprise pourrait être tenue de reprendre certains de ses anciens travailleurs.

Un constat de la tournée CSN pour l'emploi

Le privé nage dans le free for all

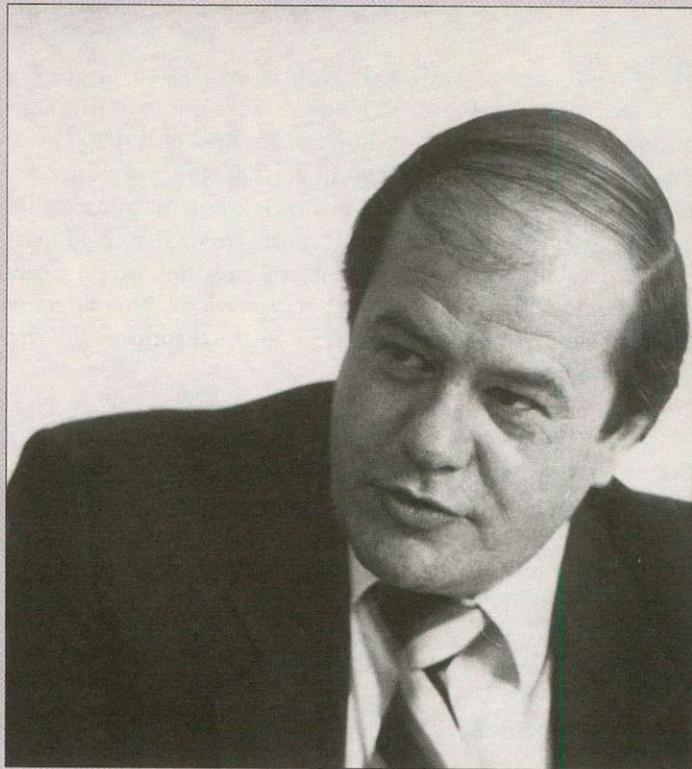
Le trésorier du comité exécutif de la CSN, Léopold Beaulieu, qualifie de désastreuse la situation pour les chercheurs d'emploi. Elle résulte, à son avis, du choix fait par nos gouvernements de laisser aux entreprises privées le soin de régulariser l'activité économique, y compris l'emploi.

«Nos gouvernements n'ont pas été dépassés par les événements. Ils ont vu venir les nouvelles réalités du travail, la mondialisation des marchés, les exigences toujours plus grandes pour atteindre la compétitivité. Ils ont tout simplement fait le choix, un mauvais choix à mon avis, de libérer les entreprises privées de toute contrainte, en espérant que cela assurerait le développement économique et l'emploi.»

De toute évidence, dit-il, cela ne fonctionne pas. Parce que les entreprises n'ont pas suffisamment investi dans la recherche et le développement; parce que leur soif de profits à court terme est trop grande; et à cause des taux d'intérêt abusifs. Voilà pourquoi il n'y a pas de création d'emplois.

«À l'occasion de la tournée de la CSN sur la nécessité de maintenir les services publics dans un Québec moderne, tous les exemples mentionnés ont confirmé que la mode à la privatisation n'a pas donné de résultats. Là où l'État s'est retiré de ses fonctions essentielles, l'entreprise privée n'a pu se substituer de façon intéressante.»

Léopold Beaulieu ajoute que le désengagement de l'État s'est fait sur le dos des chercheurs d'emplois: «Des organismes poussent comme des champignons à la faveur d'une subvention. Ces subventions sont insuffisantes compte tenu des besoins, mais cela donne bonne conscience aux gouver-



Léopold Beaulieu

nements. Ce qui est effrayant, c'est qu'on est en train de créer un marché du placement. Des entreprises privées vont essayer de faire de l'argent sur le dos du monde qui sont à la recherche d'un emploi.»

Devant cette situation chaotique, la CSN a décidé de se battre à sa manière pour maintenir et créer des emplois. Elle a notamment suscité, en 1986, la mise sur pied du Groupe de consultation pour la création et le maintien de l'emploi du Québec, un intervenant autonome et complémentaire à l'action syndicale et coopérative. Léopold Beaulieu est impliqué dans ce groupe.

Le Groupe de consultation peut intervenir auprès des syndicats lorsqu'il y a éventualité de fermeture, de vente ou de succession, de même qu'en vue de développer de nouvelles activités créatrices d'emplois. «Sur demande, il peut effectuer des études de marché et de faisabilité, des analyses financières, des prévisions budgétaires, des évaluations de méthodes ainsi que de l'équipe-

ment de production nécessaires en vue de la mise sur pied de leur propre entreprise.»

Il constitue également, pour les membres des syndicats, un interlocuteur privilégié auprès des caisses d'économie et autres institutions financières, des syndicats, des liquidateurs, des organismes gouvernementaux et des autres bureaux de consultants et d'experts.

Les activités du Groupe de consultation ont donné des résultats concluants. Après six ans d'existence, il est intervenu dans plus de 200 dossiers. On évalue environ à 3,000 le nombre d'emplois qu'il a contribué à maintenir.

Le Groupe de consultation a vu à l'investissement de plus de \$20 millions dans la création de sept coopératives, ce qui a permis en bout de ligne la création de plus de 600 emplois. Parmi elles, on trouve, par exemple, des coopératives de techniciennes et techniciens ambulanciers en Montérégie, dans l'Est du Québec, dans la Mauricie et à Québec.

Quand tout s'effondre

Le blues des ouvriers de Beloit

Par Michel Crête

On a 18, 19 ou 20 ans. On a appris un métier; peut-être pas. On entre à l'usine, on s'achète une automobile, une maison, un yacht. On a un bon crédit, on s'endette. On se dit qu'en vieillissant, on améliorera son sort, on élèvera une famille, on enverra les enfants à l'école pour qu'ils aient un meilleur avenir, et le reste. On se dit aussi qu'à la fin, il restera certainement un peu de temps pour profiter de la vie. Puis, on se retrouve à 47, 48 ans, avec déjà 29, 30 années de service. Et tout s'effondre: l'usine ferme ses portes! L'angoisse.

«C'est tout un cadeau de fête que j'ai eu, le 9 décembre, quand j'ai appris que Beloit avait choisi l'Ontario», de rappeler avec cynisme Jacques Latour, 49 ans, machiniste depuis 29 ans.

«Je ne pensais pas que ça pouvait nous arriver. J'ai cru jusqu'à la toute fin que Beloit ne s'en irait pas. L'usine était trop vieille? Le syndicat a proposé un projet avec une usine neuve. Rien à faire: Beloit s'en va.»

Des difficultés, des projets, des tracasseries? «La paye de séparation, le chômage, changer de métier, travailler pour une PME? Dans mon cas, c'est quand même moins pire: la maison est payée, les enfants sont élevés. Ça va m'obliger à réduire la qualité de vie que je commençais à envisager. Par contre, ça va être beaucoup plus difficile pour mon fils, qui travaillait à l'usine depuis huit ans. Il s'en va sur le bien-être social. Dans tout ça, ce qui me fait le plus de peine, c'est le sort fait aux jeunes. Mes trois enfants sont en chômage, mon gendre aussi. Les jeunes ne sont plus capables d'acheter une maison, absolument rien. Ils vont être obligés de déménager.»



C'est à tout cela que devaient penser un bon nombre de travailleurs de l'usine de fabrication de machines à papier Beloit, à Saint-Joseph-de-Sorel, le 1er mars, en se dirigeant vers l'assemblée générale de leur syndicat dont l'unique sujet à l'ordre du jour était celui des payes de séparation: \$1.6 millions à répartir entre 341 personnes. Car en dépit d'un plan de sauvetage crédible et novateur présenté par le syndicat, l'entreprise a décidé, après 30 ans, de rapatrier sa production au Wisconsin et a choisi l'Ontario pour implanter son centre de services.

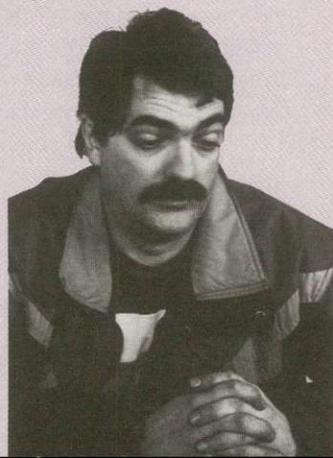


En assemblée générale, les ouvriers de Beloit prennent connaissance des documents relatifs à la paye de séparation qui leur sera versée. Des visages qui en disent long...

«Tout s'en va en fumée, c'est comme une maison qui brûlerait. Fini les acquis, l'assurance-collective, le fonds de pension, les vacances...»

Voilà déjà 15 ans que Gilles Benoit est commis à l'expédition. Marié, père de deux enfants, il confie: «Je me retrouve devant rien. Ça ferme partout. On survit, puis après ça, on va caler.»

«Des projets comme l'amélioration de la maison, on les reporte. Pire, on est obligé de penser à déménager. Je suis profondément touché, je trouve ça malheureux. L'avenir? Je vais suivre un cours de mécanique d'entretien.»



Sylvain Rodier est âgé de 38 ans, marié et père de deux adolescents. Il est emballleur, peintre et menuisier depuis huit ans.

«J'ai bien mal pris ça. Je me fiais à ça pour gagner ma vie. Je suis bien inquiet. Il faudrait peut-être que je me recycle. Mais, même là, je ne peux pas trop m'éloigner, ma femme a une job stable chez Canadian Tire. Je peux toujours travailler pour mon frère, un petit contracteur. J'ai toujours mes cartes de compétence.»

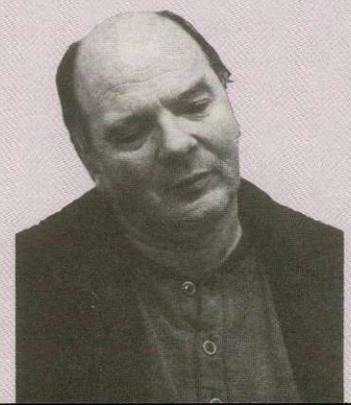


«Tout le monde est pareil: c'est très dur perdre sa job! Quoi faire? Aller à Marine Industrie? Il ne se fait plus de bateaux. On regarde vers les PME: le salaire minimum, avec la hache au-dessus de la tête!»

Assembleur-ajusteur depuis 29 ans, Michel Tellier est père de deux enfants dans la vingtaine, aux études. Il en a gros sur le cœur. «Il faut garder notre main-d'œuvre dans ce qu'elle est forte. C'est pas vrai qu'un gars peut se recycler à 50 ans et se spécialiser dans d'autres secteurs industriels tout d'un coup, comme ça. Et puis..., même s'il l'obtient, son diplôme, on va lui demander de l'expérience.»

«Les gouvernements ne nous ont pas aidés pour empêcher la compagnie de s'en aller en Ontario. Il faudrait qu'ils adoptent des lois pour garder nos emplois ici, garder notre expérience dans notre domaine.»

La porte de sortie de Michel Tellier? L'industrie de la construction...



Lock-out au Mont Sacré-Coeur

Les 20 employé-es de la résidence de la congrégation des Frères du Sacré-Coeur, à Granby, sont en lock-out depuis le 11 février. C'est ainsi que le sous-traitant responsable des cuisines, de l'entretien et de l'infirmierie du Mont Sacré-Coeur, Laliberté et associés, a riposté à une première journée d'étude. Le patron, M.

Pierre Laliberté, voudrait bien instaurer la double échelle salariale et réduire passablement les garanties d'emploi obtenues par les membres de la FEESP-CSN au fil des ans. L'introduction de la double échelle, une mesure discriminatoire, ferait en sorte que les nouveaux employé-es toucheraient un salaire de \$7 au lieu

de \$12 l'heure. La convention collective est échue depuis la fin de décembre.

Des scabs?

Le 7 mars, un enquêteur du ministère du Travail, M. Jean-Jacques Moquin, s'est rendu au Mont Sacré-Coeur afin de vérifier si on ne ferait pas appel à des briseurs de grève. M.C.

DONNACONNA

Ancienneté: zéro!

Ça bouge à Donnaconna! Après être demeuré fermé pendant quelques années suite

à un incendie, le magasin IGA, maintenant reconstruit, se prépare à rouvrir ses portes. Mais voilà: le nouvel employeur s'est déclaré prêt à reprendre les anciens employés avec leur syndicat, à condition qu'ils acceptent son projet de convention collective; sinon, a-t-il menacé, il ouvrira sans eux. Le projet patronal ramène l'ancienneté à zéro pour tous ou il établit l'ancienneté par département, et il baisse les salaires de 20 à 30%.

Face à cette offensive, le Syndicat des travailleurs de l'alimentation de Donnaconna n'est pas démuné. Le Conseil régional de Donnaconna, qui réunit tous les syndicats CSN de la région, dont certains ont un poids non négligeable, a adopté une motion d'appui signifiant à l'employeur qu'une décision d'ouvrir sans le syndicat risquerait d'être non rentable...

Les négociations se poursuivent. L.L.

ÉPREUVE DE FORCE SUR FOND DE LIBRE-ÉCHANGE

Débrayage de 24 heures chez Ogilvie



Exaspérés par l'ampleur des demandes patronales et la lenteur des négociations, la centaine de syndiqués de la minoterie Ogilvie, à Montréal, ont exprimé leur mécontentement en débrayant pour une période de 24 heures, le 9 mars. Cette grève a pour but d'inviter leur employeur, la compagnie américaine Archer Daniels Midland Company (ADM), à faire preuve de compréhension et à accélérer les négociations. Cette épreuve de force a pour toile de fond l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. L'employeur voudrait rabaisser les conditions de travail des syndiqués québécois au niveau de celles de leurs confrères américains. Après l'acquisition de l'entreprise, en mai 1992, la partie patronale a présenté plusieurs demandes qui ont pour effet d'hypothéquer les droits syndicaux et la protection d'emploi. Les travailleurs ont voté à l'unanimité en faveur de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale. La convention collective est échue depuis le 31 janvier 1992.

Installé à Decatur, dans l'Illinois, le groupe ADM est un transformateur d'aliments qui emploie quelque 13,500 personnes et affiche des ventes de l'ordre de \$9,2 milliards en 1993. M.C.

ALIMENTATION AU SAGUENAY

Dernier règlement

Le syndicat des 20 employé-es du marché Métro Arthur Larouche a signé une convention collective de trois ans et se trouve le dernier dossier des 24 syndicats du regroupement de l'alimentation du Saguenay-Lac-St-Jean à conclure une entente

dans le cadre de la négociation regroupée. En plus d'avoir obtenu les mêmes gains sur la plate-forme commune de revendications, les employé-es de ce petit marché d'alimentation toucheront une hausse de salaire de 2%, le 1er juillet 94 et le 1er juillet 1995. Luc L.

TROIS-RIVIÈRES

Non à la marginalisation

Les 50 employés de garage et chauffeurs des compagnies de transport scolaire Transbell et Autobus Bellemare, de Trois-Rivières, continuent leur lutte pour obtenir notamment la reconnaissance des salariés à temps partiel et des occasionnels que l'employeur veut marginaliser. La convention est échue depuis juin 1993. La partie patronale ne veut reconnaître l'ancienneté qu'aux employés réguliers, seulement après leur période de probation. De plus, elle veut instaurer une double échelle de salaire pour les nouveaux, qui gagneraient 25% de moins la première année et ne rejoindraient le salaire des employés actuels qu'après cinq ans. Les syndiqués réclament la parité de traitement pour les temps partiels. Luc L.

LAURENTIDES

69 pour cent pour l'entente

Après trois semaines de grève, les employées de la Caisse populaire de Terrebonne ont accepté à 69% l'entente de principe et sont rentrées au travail le 9 mars. L'employeur a renoncé à les contrain-

dre de travailler plus d'un soir la semaine lorsqu'elles entrent le samedi; c'était là l'un des points importants du litige au moment du déclenchement de la grève.

L.L.

Les manifs du lundi



Chaque semaine, des travailleurs de la construction membres de la CSN et de la FTQ manifestent leur opposition à la loi 142 en se rendant chez différents députés ou ministres libéraux. Cette loi exclut la construction d'immeubles de huit logements et moins du décret régissant les relations de travail dans ce secteur. Déjà, les effets néfastes de cette loi, adoptée en décembre, se font sentir. «À la CSN-Construction, nous avons constaté une diminution de 30 à 50% des salaires versés aux syndiqués du secteur résidentiel», affirme le président de l'organisme, Olivier Lemieux. M.C.

La CSN au Gala MétroStar...

Des employés des Épiceries Unis Métro-Richelieu étaient du «comité d'accueil» des spectateurs, au dernier Gala MétroStar, à la Place des Arts de Montréal, le 13 mars. De 17h à 20h, ils étaient aux abords de la Place des Arts, où ils ont distribué

des tracts d'information sur les circonstances qui ont conduit la CSN à lancer, en décembre, une campagne de boycottage, à l'échelle du Montréal métropolitain, des produits portant la marque Métro.

Environ 250 travailleuses et travailleurs, sur près de 500, ont perdu leur emploi à la faveur de l'acquisition d'une partie des actifs de Steinberg par Métro-Richelieu, au printemps 1992, ainsi qu'à la suite de différentes décisions corporatives, dont le recours à la sous-traitance à l'imprimerie et dans le

secteur transport.

Soupe populaire

Les syndiqué-es des Épiceries Unis Métro-Richelieu ont également participé, avec plusieurs autres groupes et organismes, à la vigile et à la soupe populaire qui a eu



lieu le samedi 12 mars, au Palais des Congrès de Montréal, où se tenait le Congrès d'orientation du Parti Libéral.

Boycotter, c'est le droit de choisir! M.C.

HOMÉOPATHES

En appel du jugement Sirois

Le Syndicat professionnel des homéopathes du Québec (CSN) a interjeté appel, en Cour supérieure, de la décision du juge Jean Sirois, de la Cour du Québec, rendue le 26 janvier. Cette cause type, menée par la CSN, sa Fédération

Saint-Laurent confirme son adhésion à la CSN

Les professeurs du Cégep Saint-Laurent, affiliés à la FNEEQ-CSN depuis 25 ans, ont confirmé leur allégeance syndicale à l'issue d'un vote référendaire. Depuis maintenant quelques mois, les syndiqués de ce cégep débattaient de leur adhésion syndicale suite au dépôt d'un avis de désaffiliation. C'est par une majorité de 131 votes, contre 79, que les enseignants de Saint-Laurent ont choisi de demeurer à la CSN. 224 des 279 syndiqués habilités à voter se sont exprimés aux urnes. L'option du maintien de l'affiliation à la FNEEQ-CSN a obtenu la faveur de 58% des votants. La proposition de désaffiliation visait à attirer les enseignants vers le syndicalisme indépendant. Les enseignants pro-CSN ont fait valoir la nécessité de rester dans la centrale pour conserver un rapport de force et pour continuer de négocier avec le gouvernement. Pour eux, l'option du syndicalisme indépendant menait à la désyndicalisation. Ils ont par le fait même souligné le peu d'influence du syndicalisme indépendant. M.L.

BUDGET FÉDÉRAL

Rien pour la reconversion industrielle

La CSN et sa Fédération de la métallurgie ont réitéré leur demande au gouvernement fédéral de consacrer la moitié des réductions des dépenses militaires à la création d'un Fonds de reconversion industrielle pour les industries militaires et le soutien aux communautés visées par les coupures militaires du budget Martin. Les coupures connues, comme la fermeture du collège militaire de Saint-Jean, ne sont que la pointe de l'iceberg puisque le document ministériel sur «Les incidences du budget sur la Défense nationale» est très clair: «Les réductions des dépenses, conjuguées aux compressions précédentes, obligeront le ministère à diminuer les dépenses prévues en ce qui concerne l'achat de nouveaux biens, d'équipements, ainsi que les opérations et l'entretien en cours. Les effets se feront sentir dans tout le secteur industriel canadien et dans l'ensemble du pays.»

Selon le secrétaire général de la CSN, Pierre Paquette, les mesures d'appoint pour les per-

sonnes visées par les coupures du budget Martin sont nettement insuffisantes, d'autant plus que ce sont les employés civils qui écoperont, plus que les militaires, des coupures budgétaires qui se traduiront carrément par des pertes d'emploi.

À ce chapitre, le gouvernement pourrait s'inspirer du modèle américain établi par l'Office for economic adjustment, qui a donné de bons résultats et qui constitue un des trois volets du plan Clinton pour pallier aux effets des coupures dans le domaine militaire, soit celui du soutien aux communautés.

D'autre part, la CSN veut que les syndicats soient mieux représentés aux comités qui seront créés pour traiter des programmes de reconversion, puisque ce sont des intervenants plus proches des besoins réels des travailleurs et de la population concernés.

Luc L.

des professionnelles salariées et cadres et le syndicat, visait à faire trancher le litige entre la Corporation des médecins et les homéopathes non-médecins qui sont poursuivis par la première pour pratique illégale de la médecine. Selon les

procureurs de la CSN, le juge Sirois n'a pas tenu compte de la preuve lorsqu'il a conclu que les Québécois avaient accès aux soins homéopathiques via la pratique des médecins. Bien que le syndicat se réjouisse que le juge confirme le droit au libre accès à des soins homéopathiques, il estime toutefois que la preuve démontrait que les médecins ne sont pas autorisés à donner de tels soins, leur corporation les considérant comme non-scientifiques, tandis que les homéopathes non-médecins sont poursuivis s'ils en donnent.

Le président de la Corporation des médecins donnait raison au syndicat le lendemain en affirmant que l'homéopathie est interdite aux médecins, si ce n'est à titre de placebo, c'est-à-dire un produit qui n'a aucun effet, sauf psychologique. Luc L.

IGA: le boss joue sale!

À Saint-Félix de Valois, l'entreprise IGA était en difficulté financière depuis quelques années à cause d'une mauvaise gestion. En juin 1993, un nouveau gérant entrainait en fonction; il s'y connaissait en affaires, car la situation économique de l'entreprise se redressa en peu de temps.

Cependant, le personnage semblait avoir reçu par la même occasion le mandat de débarrasser IGA du syndicat CSN par tous les moyens, propres ou non. À la reprise des négociations, l'employeur demanda des concessions majeures, avec des baisses de salaires allant jusqu'à 28%! Il souhaitait également exclure de l'unité d'accréditation le gérant des fruits et légumes, qui se trouvait être... le vice-président du syndicat!

Parallèlement, il déclencha une guerre tous azimuts contre la présidente du syndicat (surveillance, harcèlement, pressions, accusations, menaces), jusqu'à ce qu'elle tombe malade et démissionne. Il avisa également le personnel de la fermeture de l'entreprise le 18 avril!

À l'heure actuelle, un autre vice-président du syndicat est en *burnout*. Mise au courant de toutes ces basses manoeuvres, l'assemblée générale du syndicat a donné mandat au comité de négociation de n'accepter qu'un règlement qui passe par la réintégration de sa présidente. L.L.

Quatre jours: normal!

Année après année, les travailleurs de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal ont mené des batailles importantes sur plusieurs fronts. Mais celles dont on se rappelle le plus ont porté sur la réduction de la semaine de travail, et ont connu leur aboutissement en février 1991, après un conflit de deux ans.

«On ne savait pas, à l'époque, que c'était nos jobs à nous qu'on sauvait en menant ces batailles pour la création de nouvelles jobs», constate aujourd'hui le président du syndicat, Claude Leduc.

Il y a eu en effet des coupures de personnel à la STRSM et les emplois créés par suite de

la réduction de la semaine de travail ont été abolis en premier. Point positif cependant: 19 travailleurs ont pu se prévaloir d'une pré-retraite, financée en partie par les surplus du régime.



Claude Leduc

Claude Leduc se fait par contre souvent demander par les membres du syndicat pourquoi la réduction de la semaine de travail n'a pas été davantage répandue ailleurs. «On a reçu un appui considérable de la CSN dans nos batailles. Gérard Larose s'est impliqué personnellement. Pourtant, ça n'a pas tellement avancé dans d'autres syndicats. Les gars trouvent ça curieux». Il faudra y revenir. M.R.

Une journée sans patron

Afin de manifester leur opposition aux changements fiscaux qui haussent la valeur marchande des logements jusqu'à 300% dans certains cas, les travailleuses et les travailleurs de l'Hôpital de l'Ungava, à Kuujjuak, et de l'Hôpital de la Baie d'Hudson, à Povungnituk, affiliés à la Fédération des affaires sociales (FAS-CSN) et à la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), ont empêché, le 9 mars dernier, les patrons de pénétrer dans les établissements. C'est donc sans la présence des patrons que les salariés ont entrepris leur journée de travail.

En janvier 1994, les travailleuses et travailleurs recevaient des avis de cotisation du ministère du Revenu du Québec pour les années d'imposition 1990-1991, haussant le montant de l'avantage imposable pour le logement de \$121 par mois à \$463 par mois. Ainsi, le ministère du Revenu rendait cette nouvelle mesure fiscale rétroactive. L'entrée en vigueur de cette mesure fera perdre annuellement entre \$500 et \$1,000, selon les individus, aux salariés du secteur public du Grand-Nord qui ont accès aux logements fournis par l'employeur.

«Nous ne sommes pas contre le fait que l'on impose le logement. Par contre, si l'on considère l'état et la qualité des logements, nous contestons la valeur que le gouvernement leur octroie», de déclarer Carmen Potvin, membre du syndicat de l'Hôpital de la Baie d'Hudson (FAS-CSN).

Il y a déjà plus de



Manifestation devant l'hôpital dispensaire de la Baie d'Hudson, le 9 mars.

deux semaines que les salariés de ces établissements du Grand-Nord québécois ont entrepris des moyens de pression, allant de manifestations en débrayages quotidiens d'une heure. Une pétition a également été signée par les maires de Kuujjuak et Povungnituk. De plus,

les deux organisations syndicales entreprendront sous peu différentes démarches auprès du ministère du Revenu.

Rappelons que l'an dernier, le ministère du Revenu décidait d'imposer le coût du transport de la nourriture.

J.R.

OUTAOUAIS

Pas chanceux, le D.J.!

Le 3 mars, à l'occasion d'une visite dans la région de l'Outaouais, le premier ministre Daniel Johnson a joué de malchance. Invité à participer à une émission au poste CHOT à 18 heures, il s'est heurté à un comité d'accueil constitué d'une vingtaine d'éducatrices en garderie de la région, qui l'ont interpellé sur ses intentions quant à leurs demandes salariales. Avec l'air arrogant qu'on lui connaît, Monsieur Johnson a commencé par faire sentir que la chose ne le concernait pas, les travailleuses en garderie n'étant pas des

employées de l'État. Puis, refusant de s'adresser aux éducatrices, il a demandé à parler à un parent. Malheureusement pour lui, l'une des éducatrices présentes était aussi parent. Alors, il a demandé un parent ne travaillant pas en garderie, ce qui lui a permis de se sauver.

Pas longtemps. Car, au studio, l'attendaient des questions pré-enregistrées de citoyens de la région. L'une d'elles venait d'un parent non éducateur et touchait... les salaires des éducatrices en garderie!

L.L.

Faites lire
Nouvelles CSN



LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

Plus que des mots!

Vous est-il déjà arrivé d'affirmer que les propos de tel animateur de radio étaient *biaisés*? Pas impossible. Mais il aurait mieux valu mentionner que l'animateur était **partiel** ou qu'il avait un **parti pris**. Le mot «biaisé» est un anglicisme calqué sur «biased».

Les statistiques démontrent que quatorze Canadiennes meurent à chaque jour du cancer du sein. La préposition «à» est en trop dans cette phrase. C'est un archaïsme de l'employer devant une expression de périodicité. Ainsi, on dira: Elle travaille **tous les jours** (et non à tous les jours). Revenez **chaque lundi** (et non à tous les lundis).

Il est souvent question de *fertilisation in vitro* lorsque l'on aborde le sujet des techniques de reproduction. Mais la «fertilisation» est le fait de fertiliser le sol avec un engrais. Dans le cas des animaux et des humains, il faut parler de **fécondation**.

Les juristes estiment que les objectifs de la loi 101 ont été *rencontrés*? «Rencontrer» ses objectifs est un calque de l'anglais «to meet one's objectives». En français, on atteint ou on réalise des objectifs. Il aurait donc fallu dire: Les juristes estiment que les objectifs de la loi 101 sont **atteints** ou **réalisés**. À noter que l'on doit parler de la réalisation et non de l'atteinte des objectifs.

Vous croyez que le fait de *prendre une marche* quotidienne est excellent pour la santé? Vous avez bien raison. Mais il vaut mieux utiliser les expressions: **faire un tour**, **faire une promenade** ou encore **faire une marche**.

Avant de lire cette chronique, vous avez dû régler certaines *technicalités*? Dans ce contexte, certains termes sont plus adéquats: **subtilités**, **points de détail**, **détails techniques**, **formalités**.

Qu'est-ce qu'une *pattemouille*? Non, ce n'est pas l'andouille, sans colonne vertébrale, à qui vous pensiez. Il s'agit plutôt d'un chiffon, un linge mouillé pour repasser à la vapeur.

Quel nom donne-t-on à une personne qui aime les chiens?

Un caninophile? Non. La réponse est: un **cynophile**. Je vous ai bien eus...

J.P.

N.B. N'oubliez pas la Semaine du français au travail, du 21 au 25 mars.

«Sortons le Québec de l'appauvrissement»

Tel est l'appel lancé par l'Assemblée des évêques. Une vingtaine d'individus et organismes, dont la CSN, endossent cette analyse critique. Dans l'esprit du document, la «présente crise peut être stoppée et renversée» par un effort collectif. «Doter le Québec d'une mission globale»

et «dire non au fatalisme» sont les premiers gestes à poser, car il paraît évident que «l'appauvrissement ne se résorbera pas le simple jeu du marché.» Une organisation plus flexible du travail, le partage du temps de travail, la formation de la main-d'oeuvre sont proposés. T.J.



LocArtère

La liberté de presse, le droit à l'information, ce ne sont pas que des concepts, ou des utopies parmi d'autres. Ils s'incarnent notamment dans la diversité des publications disponibles, diversité qui permet souvent à la population de se faire une meilleure idée des enjeux sociaux qui nous confrontent. Souvent, ce sont des publications dites «parallèles» qui offrent sur ces enjeux l'information la moins aseptisée, la plus près des préoccupations du monde ordinaire, la plus pertinente. C'est le cas de la revue *Artère*, publiée depuis 1985 par le Regroupement des comités logement et associations de locataires, vouée comme on s'en doute à l'avancement des conditions de vie des locataires, ainsi qu'à la promotion du droit au logement et des droits sociaux. Parmi les nombreuses publications de groupes populaires que nous recevons à *Nouvelles CSN*, il s'agit sûrement de l'une des plus intéressantes, tant par son contenu rédactionnel que par sa facture générale.

On peut s'y abonner en envoyant un chèque de \$15 (individus) ou de \$30 (organismes et syndicats) au RCLALQ, 770 rue Rachel est, Montréal, Qc., H2J 2H5. Tél.: (514) 521-7114.

J.-P. P.

Un papetier athlète

Le triathlon, vous connaissez? Il s'agit d'une discipline sportive extrêmement exigeante, qui réunit dans une même épreuve course à pied, cyclisme et natation. Pierre Lavoie, un papetier membre du Syndicat de Stone-Consol de La Baie, s'est classé meilleur triathlète longue distance au Canada en 1993.

Des professionnels se consacrent à leur sport à temps plein. Mais Pierre Lavoie est un véritable amateur; il continue de faire ses 40 heures à l'usine, tout

en s'astreignant à un entraînement rigoureux. Il a atteint son sommet au championnat du monde longue distance tenu à Hawaï, en octobre. 20,000 athlètes tentaient de se qualifier. Il s'est classé premier Canadien, sixième au monde dans sa catégorie, et 49e au monde, toutes catégories confondues.

Il se rend compétitionner à Nice en juin. Si un syndicat voulait le soutenir d'une manière ou de l'autre, prière de communiquer avec le président Yves Tremblay au 418-544-3153. M.R.



C'est toujours avec un immense plaisir — lorsque leurs obligations le leur permettent, évidemment — que les officiers de la CSN participent aux fêtes qu'organisent les syndicats pour souligner de façon particulière un anniversaire qui leur est cher. Au Centre hospitalier de Rivière-du-Loup, c'est à l'occasion des 45 ans de leur syndicat que les 179 membres se sont récemment réunis pour fraterniser et se rappeler des souvenirs communs. La vice-présidente de la CSN Claudette Carbonneau était de la fête, comme M. Rosaire Corbin, qui fut le deuxième président du syndicat, et Mme Louiselle Bastille, l'actuelle présidente. J.-P. P.

Carnage à la mosquée

Un nom s'ajoute aux lieux maudits: la mosquée dite du Caveau des Patriarches, à Hebron, en Cisjordanie. Dans un élan exterminateur, un colon israélien, membre du Kach — mouvement extrémiste anti-arabe — pénétre dans le temple musulman à l'heure de la prière, en plein Ramadan. Il «casse du Palestinien», comme d'autres cassaient du Viet ou de l'Algérien. Il est peu probable qu'il ait agi seul.

Les suites de ce carnage mènent, encore une fois, à une spirale de répression-résistance qui ne peut faire le jeu que des plus fanatiques des deux camps. C'est le scénario du pire qui momentanément semble s'imposer dans une région où l'on avait pourtant commencé à se résigner à une coexistence tendue, en attendant

que soit maître chez lui le peuple palestinien.

bleranodine à côté des représailles que promettent le Hamas et

coltons du sang sur nos écrans, des pleurs et des cris de ven-

1099, exterminant juifs et musulmans... au nom de Dieu!



Les pourparlers de «paix» entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine seront-ils congelés? L'Intifada pourra sem-

d'autres courants qui font très peu confiance aux tentatives de solution amorcées par les Arafat, Peres et Rabin. Pour prime, nous ré-

geance. Pas mort, l'esprit des Croisades depuis que des guerriers «blonds bardés d'armures» ont fait irruption dans Jérusalem en

Aujourd'hui, en examinant bien la photo de commandos israéliens tentant de contenir la colère des Palestiniens, j'y découvre... guerriers et guerrières casqués et bardés d'armures! Cela se répétera tant que l'épineux problème des colonies juives dans les territoires occupés n'aura pas été abordé de front. Est-il possible, au juste, de discuter avec des missionnaires armés?

Clément Trudel

Dévaluation en Afrique

En janvier dernier, dans treize pays africains de la zone franc, se produisait un événement que tous les économistes récla-

maient depuis des années: dévaluation de 50% du franc CFA que Paris soutenait artificiellement depuis des décennies.

En principe, la décision doit servir à stimuler les exportations. En pratique, certaines denrées essentielles — comme les remèdes pour lutter contre la malaria — deviennent hors de portée de l'Africain qui, pour son malheur, vit dans l'une des anciennes colonies africaines de la France. Dakar s'embrase et plusieurs mouvements de grève se déclarent là où les travailleurs comme les employés des pétrolières au Gabon, réclament que l'on double leur salaire. La chute du pouvoir d'achat est brutale et ce, dans des pays où le revenu par habitant est déjà au plus bas de l'échelle: Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad.

Il a donc suffi de 48 heures de discussions entre technocrates pour que soit scellé le sort d'environ 75 millions d'Africains, dont certains leaders accusent Paris d'avoir «lâché» ses anciennes colonies. Les pressions des institutions internationales ont eu raison des réticences des «amis» de l'Afrique. Comme pour beaucoup d'autres situations du même genre, des économistes parleront d'un «électrochoc salutaire». La belle affaire!

Qu'advient-il dans des pays qui, comme le Mali et le Burkina Faso, ont peu à exporter? Le Fonds monétaire international, qui est le vrai metteur en scène de cette «thérapie», n'est pas dupe; il offre une «aide» additionnelle d'au moins 1,5 milliard de dollars US en trois ou quatre ans

pour atténuer les méfaits du remède administré!

Un correspondant à Paris du quotidien sénégalais *Sud Quotidien*, René Lake, a eu ce commentaire pour dire que la France n'avait pas le choix: «...pour deux raisons. D'abord, sa santé économique ne lui permet plus de supporter une telle part du fardeau africain... En outre, l'Afrique ne représente plus grand-chose dans l'économie planétaire. Entre 1975 et 1985, elle pesait encore de 4 à 5% du commerce mondial. Ce chiffre est aujourd'hui tombé à moins de 2%. La France avait fini par donner plus qu'elle ne recevait, ce qui explique qu'elle amorce un recul... Les pays africains de la zone franc seront forcés de regarder ailleurs que vers la France», ce qui mènera, selon lui, à un accroissement de la pénétration américaine. C.T.

North sénateur?

Il faut savoir oser. Le Marine Olliver North, siégeant au Conseil national de sécurité, du temps de Reagan, a joué d'astuce pour contourner la Constitution américaine. Il s'agissait de traiter avec le «démon iranien» pour mieux tenter d'abattre le «démon sandiniste» au Nicaragua. Ollie, comme on aime l'appeler dans les salons, sera peut-être sénateur de Virginie, si sa bonne étoile ne le lâche pas. Il fera un législateur ne craignant pas les coups de gueule contre les «médiats libéraux», ni contre cette Dame Hillary Clinton élue, ironise-t-il, à la Maison Blanche!

Il faut savoir oser, ramasser des fonds pour les bonnes causes. Même si le rapport du procureur spécial Lawrence Walsh vient de nous dire qu'en haut lieu, on a menti au peuple américain au sujet du scandale Iran/Contra, l'important c'est que North fonce Under Fire (titre de son autobiographie), qu'il se porte garant des «valeurs familiales». Il l'aura sans doute, son siège de sénateur, celui qui a échappé à la prison après avoir fait fi de la loi. Certains le croient même «bullet proof»!

C.T.

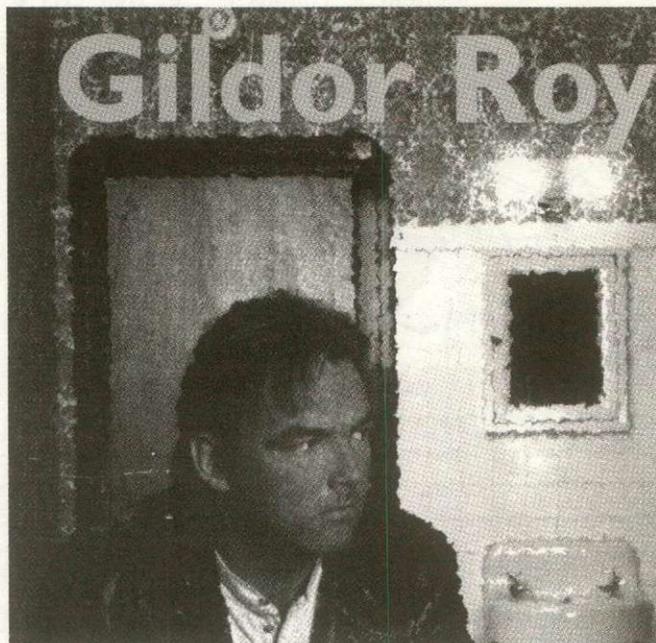
Gildor Roy

Décidément plus rock, le nouvel album de musique country du comédien- chanteur **Gildor Roy**: *Une autre chambre d'hôtel*.

Originaire de l'Abitibi et élevé à Rigaud, **Gildor Roy** a confessé publiquement son amour pour la musique country, un genre méprisé par plusieurs, en montant sur les planches de la petite scène de *La Licorne*, à Montréal, au printemps 1990, pour y interpréter ce style musical et subséquemment en enregistrant, à l'automne 1991, *Tard le soir sur la route*.

Ce premier enregistrement avait d'ailleurs soulevé l'enthousiasme. Notamment grâce à ses interprétations de chansons de **Paul Brunelle** (*Le train qui siffle*), de **Steve Faulkner** (*Tu m'travailles*), de **François Guy**, de l'animateur de radio (SRC) **Jean-François Doré** (*Suis-je en*

train de te perdre? et Je parle à la lune), du poète **Paul Verlaine** (*L'ami de la nature*) et même de *Quand le soleil (dit bonjour aux montagnes)* en espagnol.



Gildor Roy: *Une autre chambre d'hôtel*
— Les Disques Passeport/PAS-4-1206.

MUSIQUE



Cartes sur table

Personnellement, je préfère nettement le premier album, probablement pour des raisons d'authenticité, de pureté, voire de purisme, et

pour les textes, je dois vous confier qu'*Une autre chambre d'hôtel* est musicalement mieux léché et plus musclé. Accompagné par **Denis Courchesne** à la batterie, **Richard Dupuis** à la basse, **Jean Garneau** et **Gaston Mandeville** aux guitares, **Guy Bélanger** à l'harmonica, et plusieurs autres, **Gildor Roy** nous offre un enregistrement somme toute sympathique sur lequel il chante des ballades (*Regarde-nous et Prendre le temps de dire*), du blues (*Requiem*), du country (*Ma blonde, Qu'est-ce qu'un gars ferait pas* et *On The Road*), du country-rock (*Tu m'montes s'a tête*), du folk (*Le soleil se lève aussi*) et du rock (*Une autre chambre d'hôtel, Dangereuse* et *Trop jeune*).

Michel Crête

Spielberg du troisième type

La liste Schindler.

Un film de Steven Spielberg. Avec Liam Neeson et Ben Kingsley

Oskar Schindler est Autrichien d'origine et membre du parti nazi. Il s'installe en Pologne durant la seconde guerre mondiale pour faire fortune. Profitant du chaos social et du vide laissé par le départ forcé des juifs de la gestion des entreprises, il embauche la main-d'oeuvre juive à rabais, financé par les juifs.

La construction des camps de concentration bouscule ses plans. Il tentera bien de convertir quelques SS au «pouvoir du pardon». Ils préfèrent celui de la violence. Spécialiste des pots-de-vin, Schindler investira toute son énergie et sa for-



tune pour éviter la déportation à la majorité de ses travailleurs, ceux qu'il inscrira sur une liste, la fameuse *liste Schindler*.

Le personnage a vraiment existé, l'holocauste aussi. Un Américain sur trois croit que l'holocauste n'a jamais existé. Probablement les mêmes qui pensent que les missions Apollo ont été tournées dans le désert. Spielberg a donc réalisé *La liste Schindler* et fait la tournée des écoles pour montrer aux jeunes l'atrocité

qui a existé, et qui peut encore exister. Le film est très violent. Pas de la violence à la Rambo ou à la Terminator, à laquelle on s'est habitué; la violence gratuite à l'état brut, qui est à la portée de tous et qu'il faudra toujours dénoncer.

Tourné en noir et blanc, caméra à l'épaule, on croirait un vieux film polonais à la Wajda. Tout y est parfait: les images, les comédiens, et même la musique du sirupeux John Williams. Le film n'est pas moralisateur et les juifs n'y ont pas tous le beau rôle. Il se referme sur la tombe de Schindler, avec le défilé des inscrits sur la liste qui sont encore vivants. Le mystère Schindler demeure intact.

Spielberg met généralement sur écran la rencontre entre quelque chose de mystérieux, fantastique ou dan-

gereux et la famille blanche américaine de la classe moyenne vivant en banlieue. C'est celui de *Duel*, *Rencontre du troisième type*, *Jaws*, *E.T.*,... et *Le parc Jurassique*.

Un autre Spielberg met en scène des personnages inspirés des bandes dessinées de son enfance: la série des *Indiana Jones*, *1941*... Il y a un Spielberg du troisième type, adepte du septième art. Il s'assure que les films de Kurosawa sont distribués en Amérique et réalise des films qui défendent la cause des minorités. Après *La couleur pourpre*, il vient donc de réaliser *La liste Schindler*.

Malgré les milliards qu'il génère, Spielberg est boudé par l'Académie. Il n'a jamais eu d'Oscar. *Le parc Jurassique* et *La liste Schindler* sortant la même année, l'Académie lui donnera la reconnaissance qu'il mérite le 21 mars prochain. N'oubliez pas le prénom prédestiné de Schindler...

Michel Tremblay



Relecture, remords et géographie

La question est personnelle. En partie. Mais puisqu'il s'agit d'une chronique, on me permettra de la soulever. De toute manière, elle est aussi politique et d'actualité.

Faisant dans *Le Devoir* une relecture du *Journal*, né en février 1974 et mort quelques années plus tard, un géographe, Louis Dupont, analyse les changements survenus dans la pensée indépendantiste nationaliste.

Il y conclut, entre autres, que cette relecture révèle que les leaders du PQ sont aujourd'hui beaucoup plus près des États-Unis qu'au milieu des années soixante-dix.

Là-dessus, je n'en sais trop rien; sinon, et j'y reviendrai, que l'espace que *Le Journal* consacrait aux différentes luttes de libération à travers le monde n'avait rien à voir avec la pensée officielle du Parti québécois.

M. Dupont est probablement un excellent géographe, du moins je le présume, mais comme analyste des médias, il peut repasser. Éditoriaux exclus, et Dieu sait jusqu'à quel point les prises de position de Yves Michaud, Jacques Parizeau et consorts nous laissaient indifférents, *Le Journal* était d'abord et avant tout, pour ne pas dire complètement, l'oeuvre de ses journalistes.

Ce qui devait amener, notamment, la crise qui a finalement opposé ses rédacteurs aux têtes d'affiche du Parti et précipité sa disparition.

Quand M. Dupont écrit, par exemple, que l'originalité du *Journal* venait aussi de l'intérêt manifesté pour les

FLASH



régions du Québec, je veux bien, et pour cause. On m'avait chargé, seul à de rares exceptions près, des dossiers régionaux.

Quand M. Dupont ajoute: «Il n'y a pas de doute qu'une vision nationale du territoire québécois occupait une place importante dans la pensée indépendantiste», quand il commet ces lignes, je ne peux m'empêcher de rire aux éclats devant tant de naïveté.

Je réponds, et cette fois sans rire, que si vision nationale du territoire québécois il y eut dans ce quotidien,

c'est la mienne. Déjà à l'époque, j'en avais des remords. J'avais l'impression que ma présence en régions, et les nombreux articles que je publiais chaque jour sur l'Abitibi, la Gaspésie ou l'Outaouais, servaient de caution à un parti que personnellement, je trouvais plutôt absent de ce territoire québécois dont j'étais devenu, à mon corps défendant, le porte-parole.

J'avais l'impression de trahir mes lecteurs, de leur laisser croire que, parce que je parlais d'eux dans *Le Journal*, les

penseurs indépendantistes s'intéressaient à leurs problèmes.

L'analyse de M. Dupont m'a fait mal. Elle m'a démontré que j'avais raison alors d'avoir des remords.

Il ne faut pas relire *Le Journal* pour saisir ce qu'était la pensée des têtes d'affiche du Parti québécois, mais plutôt pour comprendre les espoirs socio-démocrates et indépendantistes d'une bonne partie de son électorat de l'époque, espoirs qu'entretenaient quelques-uns des journalistes du *Journal*. Jacques Guay

LECTURE

Comprendre l'équilibre de la planète et de l'atmosphère

L'atmosphère terrestre, ses ennemis et leur contrôle, Claude Toutant, Éditions Odile Germain, 1993, 250 pages.



Au fil des millénaires, la terre et son atmosphère ont su développer des mécanismes extraordinaires d'ajustement aux déséquilibres naturels: volcans, feux de forêts, sécheresses, etc. Mais l'équilibre a toujours pu être rétabli.

Depuis l'industrialisation, le développement des activités polluantes a créé des déséquilibres ponctuels que la planète arrive plutôt mal à décoder et qui finiront par mettre en danger l'atmosphère.

Afin de mieux comprendre comment se mesure, se contrôle ou se produit la pollution atmosphérique, l'auteur Claude Toutant, un enseignant en Technique d'assainissement de l'air et de l'eau au Cégep de Saint-Laurent, a rédigé un ouvrage qui traite de tous ces aspects.

Par une description succincte et adroitement vulgarisée, l'auteur montre comment la pollution est introduite et transformée dans l'atmosphère, avec ses effets sur les écosystèmes. L'auteur utilise tour à tour les approches technique, historique ou météorologique pour nous aider à comprendre ces phénomènes. La première partie de cet excellent ouvrage de référence est la plus accessible au grand public; la seconde s'adresse davantage à des lecteurs un peu plus spécialisés dans le domaine, ou férus de questions environnementales.

Marc Laforge



Présence de René Lévesque

Au moment où paraîtra cet article, la série télévisée de la chaîne TVA sur René Lévesque aura commencé. Pour accompagner à ma façon cette série, je ne résiste pas au désir de dire ici quelques mots sur ce personnage exceptionnel et d'évoquer un ou deux souvenirs personnels à son sujet.

Ce qui, entre autres choses, m'intéressait vivement chez Lévesque, c'était son extraordinaire intelligence, une intelligence particulièrement vivante et en mouvement toujours. Une surabondance d'idées. On sentait à tout moment que la réalité lui suggérait simultanément plusieurs idées. Une espèce d'effervescence, de trop-plein. De nombreuses associations d'idées se faisaient dans son esprit très rapidement. C'était visible quand il parlait: il faisait quantité de parenthèses, de digressions, de rapprochements. Et avec quelle lucidité! Je suis pour ma part convaincu qu'une pareille activité cérébrale avait quelque chose à voir avec le génie.

Les fois où j'ai pu voir Lévesque de près, parler un peu avec lui et l'observer, par exemple dans des soirées chez des amis communs, un aspect de sa personnalité, qu'on n'a peut-être relevé nulle part, me frappait. Comment exprimer ce trait? Je crois pouvoir l'analyser comme suit. Tout le monde a parlé de la modestie de Lévesque, qui n'excluait pas d'ailleurs un certain orgueil, mais un orgueil bizarre, rabattu, allant de pair avec l'humilité... Je croyais chaque fois remarquer clairement une chose: il était — en un sens malgré lui — si intelligent et rapide qu'il refrénait, je crois, les manifestations de cette



intelligence et de cette trop évidente supériorité. Je pense que celle-ci le mettait mal à l'aise. Il avait le réflexe de cacher ses dons trop vifs. L'un des aspects de sa modestie, qui d'ailleurs était réelle, dépendait de cette pudeur, de ce curieux réflexe. Ses dons l'embarrassaient. Il voulait être au niveau de tout le monde. Car il est vrai qu'il se sentait spontanément au niveau des gens — à hauteur humaine, c'est bien cela. Et de ce dernier trait de caractère — le sens de l'égalité — découlait le sens politique profond qu'il avait de la démocratie.

Émotivité et robuste bon sens, l'un et l'autre étaient chez lui extrêmement marqués. Il est rare que le bon sens, à ce degré, fasse bon ménage avec une sensibilité pareille, avec un caractère aussi passionné.

Cependant, vers 1964, l'homme avait temporairement cessé de m'intéresser. La Révolution tranquille, le régime Lesage commençait à la freiner et l'on ne voyait plus guère Lévesque montrer le caractère direct et l'indépendance d'esprit des débuts. S'était-il déjà rangé? Le seul article que j'aie jamais écrit contre Lévesque est de novembre 1964. «Il faut maintenant

expliquer pourquoi le professeur n'explique plus», écrivais-je devant son silence suspect, étrange en effet, car de 1960 à 1964, il avait remué et expliqué publiquement beaucoup de choses, même contre le gré du premier ministre Lesage. On ignorait encore, en 1964, que trois ans plus tard, son impétuosité le pousserait à quitter avec fracas le Parti libéral, à fonder d'abord le Mouvement souveraineté-association, puis le Parti québécois, bref à s'engager plus à fond que jamais.

Lévesque n'a fait qu'un avec le peuple québécois. Il a commis des erreurs, dans son second mandat, ébranlé qu'il était par l'échec du référendum, par la Nuit des longs couteaux, puis par la crise économique. Mais il s'était absolument voué à la cause du Québec et jamais ce pacte chargé d'émotivité ne prit fin. Le 15 novembre 1976: «Je n'ai jamais pensé que je pourrais être aussi fier d'être Québécois que ce soir!» Le 20 mai 1980: "Si j'ai bien compris, vous êtes en train de me dire: à la prochaine fois!"... Qui donc n'entend encore aujourd'hui ces paroles que l'éloquence de Lévesque rendait pleines d'échos?

Ciels d'Afrique

S'ils pouvaient parler, les ciels d'Afrique.

Si les nuages pouvaient s'ouvrir, pour livrer leurs terribles secrets. Les guerres tribales, sanglantes. Les famines qui tuent quand reviennent ces vents incandescents qui reviennent sans cesse. Terre qui craque sous un soleil de feu, dans un ciel incendié. Terres de sable et de sang mêlés, depuis des siècles aux prises avec tous les démons de la terre et des enfers.

S'ils pouvaient parler, les ciels d'Afrique.

Si les nuages pouvaient s'ouvrir pour dire les longs cortèges formés des siècles durant, chaînes humaines, chaînes noires et nues ployant sous un soleil rouge, marchant vers un exil mortel, dans un silence absolu.

Si les nuages pouvaient s'ouvrir pour dire l'absolue détresse de l'enfant séparé de sa mère, de l'homme qu'on pousse à coups de fouets sur le dernier vaisseau négrier, où on le corde avec des centaines d'autres, dans une cale aussi noire qu'est noire la nuit d'Afrique, en partance pour les champs blancs de coton. Achetés, ils seront vendus.

Il s'appelait Shidane. Shidane Arone.

Le grand-père de son grand-père était parti comme ça, un jour de mars voilà bien des années, arraché à sa savane que les Italiens et les Anglais appelleraient plus tard la Somalie.

Il avait 16 ans, il avait faim, il avait pensé trouver quelque chose à manger, à vendre, à échanger dans le camp des soldats canadiens venus ici défendre la civilisation; il avait rampé sous les barbelés, mais la nuit ce 16 mars 1993 n'était pas assez noire, il avait été pris, il devait être remis aux autorités civiles de Belet Huen le lendemain matin.

Il n'a jamais été remis aux autorités civiles de Belet Huen, le lendemain matin. On a creusé dans le sable qui brûle toujours sous le feu du ciel d'Afrique et on a enterré Shidane Arone, 16 ans, qui suppliait ses bourreaux en hurlant le nom de leur pays: *Canada... Canada...*

Pour les attendrir, peut-être.

S'ils pouvaient parler, les ciels d'Afrique.

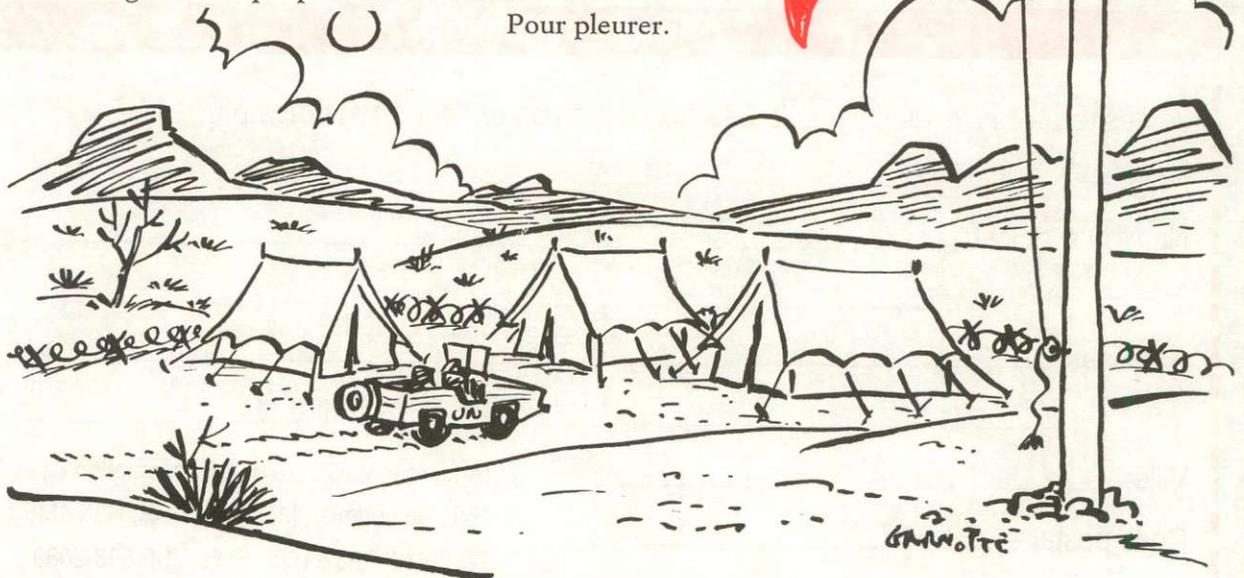
Mais ils ne le pourraient pas, la gorge nouée par des siècles de sanglots.

Si les nuages d'Afrique pouvaient s'ouvrir.

Pour pleurer.

Un soldat canadien s'est amusé une nuit en Somalie en forçant sous la torture un adolescent à crier «Canada, Canada», et même si les gémissements du jeune Somalien étaient entendus hors de la cellule où il était détenu, personne n'est intervenu pour faire cesser les mauvais traitements dont il était victime. Le soldat a frappé le prisonnier sur le menton avec une matraque. Un coup très dur. Le prisonnier a levé la tête et crié: «Canada, Canada, Canada...»

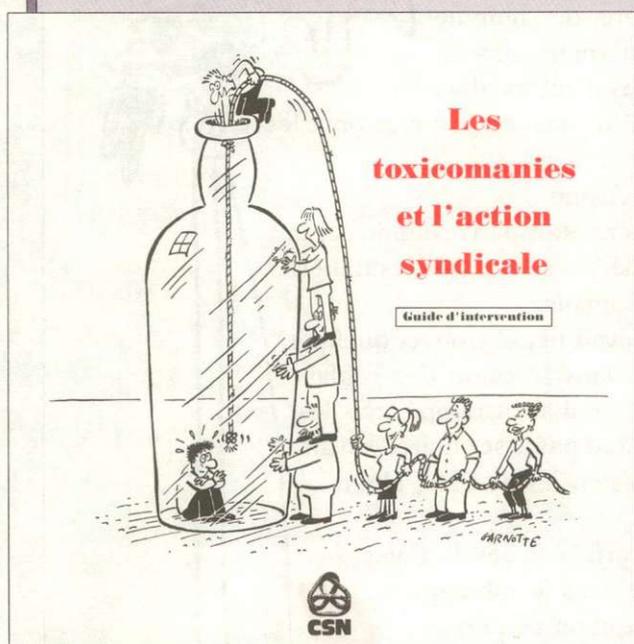
-La Presse, février 1994



L'alcoolisme et les autres toxicomanies (drogues, médicaments) sont de moins en moins un sujet tabou. Dans les familles, dans les milieux de travail, dans la société en général, on prend conscience des problèmes de plus en plus nombreux et complexes que cette maladie engendre.

Inévitablement, d'une manière ou d'une autre, les syndicats, leurs officiers et officières, sont appelés à intervenir lorsqu'un de

leurs membres éprouve des difficultés particulières au travail à cause de sa consommation d'alcool, de drogues ou de médicaments. Quelle approche, quelle démarche adopter alors? Quoi faire pour lui venir véritablement en aide? Comment se positionner face à l'employeur?



C'est à ces questions, et à de nombreuses autres, que répond ce tout récent document publié par la CSN et intitulé ***Les toxicomanies et l'action syndicale***.

Bon de commande

Je désire _____ exemplaires de ***Les toxicomanies et l'action syndicale***

Nom: _____

Nom du syndicat: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Code postal: _____

Téléphone: _____

Retourner au Centre de documentation de la CSN,

1601 de Lorimier, Montréal, Qué., H2K 4M5

Tél.: (514) 598-2150 Fax: (514) 598-2089

Coût: \$4.50, frais d'expédition et de manutention inclus.